

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

Crédit Mutuel Océan
Fédération du CREDIT MUTUEL OCEAN

Association Loi 1901
Siège social : 34, rue Léandre Merlet, BP17, 85001 La Roche-sur-Yon Cedex
Siret : 786 444 463 000 32

Documents comptables au 31.12.2025 approuvés par l'Assemblée Générale du 20 mai 2026.

Partie A - Comptes regroupés
(Vocation Générale)

Groupe bancaire adhérent à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, le Crédit Mutuel Océan exerce son activité sur les départements de Charente-Maritime, Vendée et le sud des Deux-Sèvres.

Il se compose de :

- **122 Caisses Locales**, sociétés coopératives à capital variable et à responsabilité statutairement limitée. Le capital est détenu par les Sociétaires.

- **La Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Océan (CFCMO)**, société anonyme coopérative de crédit à capital variable, dont le capital est pour l'essentiel réparti entre les Caisses Locales.

La Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Océan assure un triple rôle au sein du groupe :

- organisme financier : banque des Caisses Locales,
- prestataire de services : fournisseur de moyens techniques,
- organisme employeur du personnel affecté en Caisses Locales et Caisse Fédérale ainsi que dans certaines filiales.

- **La Fédération du Crédit Mutuel Océan**, association régie par la loi de 1901 à laquelle adhèrent les Caisses Locales et la Caisse Fédérale. Organe de représentation de ses adhérents, elle gère aussi les mécanismes de solidarité entre les Caisses Locales.

L'ensemble des entités ci-dessus constitue le périmètre réglementaire de la Vocation Générale.

Entité consolidante :

Conséquence de la structure du Groupe telle que décrite ci-dessus, l'entité consolidante du Groupe Crédit Mutuel Océan est constituée :

- de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Océan,
- des 122 Caisses Locales,
- de la Fédération du Crédit Mutuel Océan.

Cette entité consolidante fait elle-même partie du périmètre de consolidation de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel.

Sauf indications contraires, les montants figurant dans ce rapport sont exprimés en milliers d'euros

I. — Bilan au 31.12.2025
(en milliers d'euros)

Périmètre Réglementaire Vocation Générale

Actif	2025	2024
Caisse - Banques Centrales - CCP	32 278	33 818
Effets publics et valeurs assimilées	140 995	29 616
Créances sur les établissements de crédit	1 646 048	1 640 607
Opérations avec la clientèle	16 317 814	16 104 245
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 591 440	1 510 889
Actions et autres titres à revenu variable	109 666	114 300
Participations et autres titres détenus à long terme	26 139	25 084
Parts dans les entreprises liées	272 879	253 397
Immobilisations incorporelles	1 004	1 037
Immobilisations corporelles	35 033	36 973
Autres actifs	192 335	219 933
Comptes de régularisation	108 830	129 276
Total actif	20 474 461	20 099 176

Hors Bilan	2025	2024
Engagements reçus	3 972 516	4 168 236
Engagements de financement		
Engagements de garantie	3 969 167	4 164 138
Engagements sur titres	3 349	4 098

Passif	2025	2024
Banques Centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit	1 261 245	1 260 751
Opérations avec la clientèle	13 699 712	13 457 458

Dettes représentées par un titre	3 560 725	3 511 145
Autres passifs	84 297	80 853
Comptes de régularisation	273 198	241 022
Provisions	145 415	151 513
Fonds pour risques bancaires généraux	49 288	49 288
Capitaux propres hors FRBG	1 400 582	1 347 146
Capital souscrit	230 037	230 591
Prime d'émission	12 983	12 983
Réserves	1 097 384	1 058 662
Provisions réglementées et subventions d'investissement		
Report à nouveau	0	0
Résultat de l'exercice	60 177	44 910
Total passif	20 474 461	20 099 176

Hors Bilan	2025	2024
Engagements donnés	2 727 896	2 546 448
Engagements de financement	2 136 208	1 944 147
Engagements de garantie	591 688	602 300
Engagements sur titres	0	0

II. — Compte de résultat au 31.12.2025
(en milliers d'euros)

Périmètre Réglementaire Vocation Générale

	2025	2024
+ Intérêts et produits assimilés	577 964	615 025
- Intérêts et charges assimilées	-454 234	-525 998
+ Revenus des titres à revenu variable	13 481	41 683
+ Commissions (produits)	191 433	185 434
- Commissions (charges)	-40 250	-36 089
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	-137	602
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	2 888	2 206
+ Autres produits d'exploitation bancaire	749	537
- Autres charges d'exploitation bancaire	-3 087	-2 821
Produit net bancaire	288 807	280 579
- Charges générales d'exploitation	-190 101	-185 178
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-4 573	-4 571
Résultat brut d'exploitation	94 133	90 830
- Coût du risque	-16 415	-26 641
Résultat d'exploitation	77 718	64 189
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-175	-63
Résultat courant avant impôt	77 543	64 125
Résultat exceptionnel	-14	-18
Impôt sur les bénéfices	-17 353	-19 197
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées	0	0
Résultat net	60 177	44 910

III. – Annexe aux comptes regroupés 2025

1 – Principes comptables et méthodes d'évaluation

1.1 – Principes comptables

Les notes annexes sont établies conformément aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables 2014-07 modifié par le règlement 2023-03, qui regroupe l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit. Les opérations non visées par les précédents règlements sont présentées de manière à respecter le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général, modifié par les règlements ANC 2023-08 et ANC 2023-05, par le règlement 2022-06 du 4 novembre 2022 (applicable à partir du 1er janvier 2025) et par le règlement 2025-01.

Ils respectent la règle de prudence et les conventions de base concernant :

- la continuité de l'exploitation,
- la permanence des méthodes,
- l'indépendance des exercices.

Les règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03 visant à moderniser les états financiers ont été appliqués pour la première fois en 2025. Les principaux impacts issus de cette réforme se rapportent notamment à la définition et à la présentation des éléments du résultat exceptionnel et à la suppression des comptes de transferts de charges. Ils n'emportent pas de conséquences significatives sur la comparabilité des exercices.

1.2 – Méthodes d'évaluation

. Créances clientèle douteuses et douteuses compromises :

Le règlement ANC N° 2014-07 sur le risque de crédit est appliqué.

- Est considéré comme un encours douteux toute créance, même assortie de garantie, si celle-ci présente un risque probable ou certain de non recouvrement total ou partiel, s'il existe une procédure contentieuse à l'encontre du débiteur, si la créance se trouve en situation irrégulière de plus de 90 jours (180 jours pour l'immobilier). Les intérêts courus sur créances en état « douteux » sont comptabilisés et dépréciés à 100 %.
- Selon la gravité du risque, les encours sont comptablement ventilés en « douteux », « douteux compromis » et « contentieux ».
- Le transfert en « douteux compromis » est effectué automatiquement à l'issue d'une période de 12 mois de situation « douteuse ».
- Le transfert en « contentieux » est réalisé, manuellement, lorsque les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées. Le dossier est alors suivi individuellement par un rédacteur spécialisé des Services Centraux ; la dépréciation est calculée au cas par cas.
- Les intérêts sur créances en état « douteux compromis » et « contentieux » ne sont plus comptabilisés.
- Les montants recouvrables des encours « douteux, douteux compromis, contentieux » ont été évalués en tenant compte de la valeur actuelle des flux de trésorerie attendus au titre de la créance en capital.

La notion de crédits restructurés a été précisée fin octobre 2013 par l'Autorité Bancaire Européenne (ABE). Sont concernés les contrats de prêt sur lesquels des concessions ont été consenties à un client ayant ou allant rencontrer des difficultés financières pour rembourser ses créances.

On considère comme « concession » toute modification des conditions initiales du contrat ou refinancement total ou partiel de la dette qui n'auraient pas été accordés si le client n'avait pas été en difficulté.

. Provision générale pour risque crédit :

- Au Crédit Mutuel Océan, en complément de la dépréciation individuelle, nous avons décidé d'introduire dans les comptes en CNC, l'ensemble des provisions issues de la norme IFRS 9. Norme qui a introduit en 2018 de nouvelles règles de calcul de « provisions » pour risque de crédit sur les encours sains.
- Provision « Bucket 1 » : provision statistique sur les pertes attendues à 1 an sur les encours sains.
- Provision « Bucket 2 » : provision statistique sur les pertes attendues à terminaison sur les encours sains dont le risque de crédit associé a augmenté significativement.

. Provisions pour risques Epargne Logement :

Les Comptes Epargne Logement (CEL) et les Plans Epargne Logement (PEL) sont des produits réglementés français accessibles à la clientèle (personnes physiques). Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché. Une provision est constituée au passif du bilan, afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en terme de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en terme de conditions réglementées de PEL et de CEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

. Portefeuille titres :

Il correspond à l'activité pour compte propre initiée par la salle des marchés. L'ensemble des titres autres que les titres de participation et de filiales sont comptabilisés selon les principes définis par le règlement ANC N° 2014-07. Ils sont classés en 3 catégories distinctes en fonction de l'intention exprimée lors de l'acquisition, soit :

- en titres de transaction :

Il s'agit de titres acquis avec l'intention de les revendre à court terme et qui sont négociables sur un marché actif.

Ces titres sont inscrits pour leur prix d'acquisition, coupons courus inclus ; ils sont valorisés au prix de marché à chaque arrêté comptable ; les différences d'évaluation sont immédiatement comptabilisées en résultat. Au 31 décembre, le Crédit Mutuel Océan ne possède pas de titres de transaction.

- en titres de placement :

Sont considérés comme des titres de placement les titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres de participation. A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes nettes de primes et de décotes, font l'objet d'une dépréciation ; les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

* Les obligations sont enregistrées à leur prix d'acquisition, prime ou décote comprise, mais hors coupon couru. Les primes et décotes sont étalées de manière actuarielle sur la durée de vie résiduelle. Les produits d'intérêts sont calculés au taux nominal des titres.

* Les T.C.N. (bons du trésor, titres de créances négociables et instruments du marché interbancaire) sont enregistrés à leur prix d'acquisition incluant la prime ou décote ainsi que le coupon couru à l'achat. Les primes et décotes sont étalées de manière actuarielle sur la durée de vie résiduelle.

* Actions et titres à revenu variable sont enregistrés à leur prix d'acquisition. Les revenus sont comptabilisés au fur et à mesure de leur encaissement.

- en titres d'investissement :

Sont classés dans ce portefeuille les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « titres de placement » avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à leur échéance. L'établissement doit disposer de la capacité de financement nécessaire pour les détenir jusqu'à leur échéance tout en n'étant soumis à aucune contrainte existante juridique ou autre qui pourrait remettre en cause leur intention de les détenir jusqu'à leur échéance. Les moins-values latentes ne font pas l'objet de dépréciations. Au 31 décembre, le Crédit Mutuel Océan possède 325 M€ de titres d'investissement.

. Instruments financiers à terme :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt, de même que les autres opérations sur instruments financiers, sont enregistrés selon les modalités prévues par le règlement ANC N° 2014-07.

Les opérations effectuées par le Crédit Mutuel Océan ont pour objet :

- * de maintenir des positions ouvertes isolées,
- * de couvrir le risque de taux affectant un élément ou un ensemble d'éléments homogènes.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats ; ceux relatifs à des contrats d'options sont comptabilisés au hors bilan pour la valeur nominale de l'engagement sous-jacent.

Les produits et charges relatifs à des contrats conclus sur des marchés de gré à gré constituant des positions isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou prorata temporis selon la nature de l'instrument.

Les variations de valeurs relatives à des contrats sur des marchés organisés et assimilés, relevant de la catégorie de positions isolées, sont immédiatement inscrites au résultat à chaque arrêté comptable.

Les gains ou pertes réalisés sur des opérations de couverture affectées sont constatés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert.

La méthode utilisée pour la valorisation des swaps consiste à calculer la valeur actuelle nette des flux futurs fixes et flottants. Les flux fixes sont déterminés selon les caractéristiques des swaps, les flux variables étant évalués d'après un taux estimé, en utilisant la méthode des « obligations à zéro coupon ».

. Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme :

Ces titres sont inscrits au bilan pour leur valeur d'acquisition. A la clôture de l'exercice, les titres cotés sont évalués au cours moyen de décembre, les titres non cotés sont évalués en fonction de leur valeur d'utilité.

La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention.

Seules les moins-values latentes font l'objet d'une comptabilisation sous forme de dépréciation. Il n'y a pas d'opérations sur titres relevant de « l'activité de portefeuille ».

. Immobilisations :

Le nouveau règlement ANC 2014-03, relatif au PCG et complété par l'ANC 2015-06, concernant la définition et l'évaluation des actifs sont appliqués.

Les immobilisations sont enregistrées à leur prix de revient. Elles sont amorties sur la durée de vie estimée du bien, selon un mode linéaire ou dégressif. Les durées généralement retenues sont les suivantes :

. immeubles	25 ans linéaire
. agencements	5 à 10 ans linéaire
. mobilier	10 ans linéaire
. matériel informatique	4 à 5 ans linéaire ou dégressif
. logiciels	1 à 3 ans linéaire

Concernant les immeubles, il n'est tenu compte d'aucune valeur résiduelle et les frais d'acquisition et de mutation continuent à être enregistrés en charges.

. Engagements à long terme accordés aux salariés :

* Depuis le 1^{er} janvier 1994, la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Océan - structure employeur du Groupe - a souscrit une assurance « Indemnités fin de carrière » ; de ce fait, la prime versée est intégralement enregistrée en charges ; le montant du passif social, intégralement couvert au 31 décembre 2025, s'élève à 5,8 M€.

* Les montants prévisionnels relatifs aux médailles du travail font l'objet d'une information sur l'annexe 3.1.23 « Provisions ».

. Commissions :

Sont enregistrés en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions directement liées à la mise en place du prêt sont étalées.

Les commissions perçues dans le cadre de renégociations commerciales de prêts font l'objet d'un étalement. La renégociation entraîne la modification ou la décomptabilisation de l'ancien prêt.

Les commissions rémunérant un service continu sont prises en compte sur la durée de la prestation rendue.

Les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont comptabilisées au compte de résultat intégralement lors de l'exécution de cet acte.

. Compensations au bilan :

Depuis 2020, les flux centralisés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sont présentés de manière compensée au bilan. Ils viennent désormais se positionner en diminution des opérations avec la clientèle. La part centralisée au 31 décembre 2025 s'élève à 3,1 Md€.

Sur l'exercice 2024, le Crédit Mutuel Océan a appliqué la compensation au bilan des créances et dettes réciproques nées d'opérations de pension livrées croisées. La compensation porte sur des opérations avec deux contreparties :

- 150 M€ de mise en pension de titres FCT Zéphyr II contre 150 M€ de titres HQLA avec la Société Générale
- 100 M€ de mise en pension de titres FCT Zéphyr II contre 100 M€ de titres HQLA avec le Crédit Agricole

Les opérations non compensées au bilan sont celles que nous avons réalisées avec le CIC car les contrats intègrent une notion de préavis ainsi que les mises en pension de titres FCT Zéphyr II contre du cash.

Après compensation, il reste 200 millions de titres reçus en pension à l'actif et 520 millions d'euros de titres mis en pension au passif.

2 – Faits marquants

L'exercice 2025 a également été marqué par les éléments suivants :

Le produit net d'intérêts affiche une progression de 39 %, passant de 89,0 M€ à fin 2024 à 123,7 M€ en 2025.

La baisse des taux réglementés, conjuguée à la diminution du coût de refinancement, a permis une contraction significative du coût des ressources. En parallèle, l'augmentation des encours de crédits, combinée à la répercussion progressive de la remontée des taux, a entraîné une amélioration des rendements, contribuant ainsi de manière déterminante à la forte augmentation du produit net d'intérêts.

Après une année 2024 marquée par une baisse de l'encours habitat, principalement liée à la conjoncture défavorable de taux, l'année 2025 enregistre une reprise notable. Cette dynamique positive est soutenue par un environnement de taux plus favorable et un regain de la demande.

Il est à souligner que le dernier trimestre 2025 a été particulièrement dynamique, avec une progression de l'encours équivalente à celle cumulée sur les 3 premiers trimestres de l'année.

Le coût du risque est maîtrisé à 16,4 M€, intégrant un risque avéré de 24,7 M€, partiellement compensé par des reprises de provisions manuelles à hauteur de 6,6 M€ et

de provisions statistiques pour 1,7 M€, liée à l'évolution de l'overlay risque de modèle qui baisse de 10 à 5%.

A noter que le taux de couverture global s'établit à 1,43 % contre 1,42 % en 2024, traduisant le maintien d'un niveau de provisionnement prudent.

Avoirs déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations et comptes inactifs (R. 312-21 du Code monétaire et financier).

La loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence impose de publier, à compter du 1^{er} janvier 2016, les informations suivantes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 :

- Nombre de comptes et montants mentionnés au titre II de l'article L. 312-19 du code monétaire et financier : 10 702 comptes pour 7 094 255,10€.

- Nombre de comptes et montants mentionnés au titre de l'article L.312-20 du Code monétaire et financier : 4 755 comptes pour 443 542,93 € déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

3 – Informations sur les postes du bilan, du hors-bilan et du compte de résultat

3.1 – Informations relatives au bilan

3.1.1 – Les postes de dettes et de créances incluent les intérêts et versements assimilés courus ou échus à recevoir ou à payer

3.1.2 – Créances sur les établissements de crédit

	2025	2024
Comptes ordinaires débiteurs	1 062 297	1 034 585
Prêts au JJ		
Sous-total à vue	1 062 297	1 034 585
Compte conventionnel bloqué CCCM	303 761	299 743
Comptes de reversement Livret, Lep	69 131	92 761
Comptes et prêts à terme	9 197	3 272
Valeurs reçues en pension	201 662	210 245
Sous-total à terme	583 751	606 021
Total	1 646 048	1 640 607

3.1.3 – Opérations avec la clientèle (actif)

	2025	2024
Créances commerciales	4 753	5 556
Autres concours à la clientèle	16 219 650	15 974 665
Comptes ordinaires débiteurs	240 183	260 943
Encours bruts (*)	16 464 586	16 241 165
Dépréciations sur douteux, douteux compromis et contentieux	146 772	136 920
Encours nets de dépréciations	16 317 814	16 104 245
Détail des Encours		
Encours Sains	16 162 236	15 974 210
Encours Douteux	69 217	66 828
Encours Douteux Compromis	61 734	37 354
Encours Contentieux	171 399	162 773
Encours bruts	16 464 586	16 241 165
Dépréciations sur douteux	15 133	13 366
Dépréciations sur douteux compromis et contentieux	122 551	116 574
Dépréciations actualisées sur douteux	2 880	2 378
Dépréciations actualisées sur douteux compromis et contentieux	6 208	4 602
Encours de dépréciations	146 772	136 920
Encours nets de dépréciations	16 317 814	16 104 245

(*) *Aucun crédit à durée indéterminée*

Les crédits sont distribués sur le territoire national

3.1.4 – Actifs subordonnés

	2025	
	Actifs Subordonnés	Prêts Participatifs
Créances sur les établissements de crédit		9 197
Opérations avec la clientèle		
Obligations et autres titres à revenus fixes		
Total	0	9 197

3.1.5 – Répartition du portefeuille titres au 31.12.2025

Catégories de titres	Transaction	Placement	Investissement
Valeur comptable au 31.12.2025			
<i>(Prix de revient des titres actualisés des surcotes / décotes courues au 31.12.2025, avant dépréciations)</i>			

<i>éventuelles et hors intérêts courus)</i>			
Effets publics et valeurs assimilées		4 961	135 901
- Créances rattachées		3	153
- Dépréciations		-22	
Obligations et autres titres à revenu fixe		1 400 000	187 575
- dont Titres mis en pension		523 105	
- Créances rattachées		2 122	1 743
- Dépréciations		0	
Actions et autres titres à revenu variable		112 065	
- Créances rattachées		0	
- Dépréciations		-2 399	
Total	0	1 516 729	325 372
Différence entre la valeur de marché et la valeur d'acquisition			
Plus-values latentes		35 705	
Moins-values latentes		-2 421	
Moins-values latentes provisionnées dont :			
. Effets publics et valeurs assimilées		-22	
. Obligations et autres titres à revenu fixe		0	
. Actions et autres titres à revenu variable		-2 399	
Différences entre prix d'acquisition et prix de remboursement			
négatives (acquisition < prix de rembt)		3 842	
positives (acquisition > prix de rembt)		-158	
Titres d'investissement vendus avant l'échéance			
Dotations de l'exercice aux comptes de dépréciat°		-985	
Reprise de l'exercice des comptes de dépréciat°		1 839	
* Au 31 décembre, il n'y a pas de "titres de l'activité de portefeuille"			
* A la ligne "Obligations et autres titres à revenu fixe" figurent pour 1.400 M€ de titres souscrits auprès du FCT Zéphyr Home Loans II			

3.1.6 – Ventilation des titres selon l'émetteur et selon la cotation

	Cotation		Créances rattachées	Dépréciations	Total
	Titres cotés	Titres non cotés			
Effets publics et valeurs assimilées	140 862		156	-22	140 995
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 587 575		3 865	0	1 591 440
Actions et autres titres à revenu variable	112 065			-2 399	109 666
Oblig et autres titres à revenu fixe douteux					
Total	1 840 502	0	4 021	-2 421	1 842 101

3.1.7 – Montant des titres transférés d'un portefeuille à l'autre

	2025	2024
Transferts du portefeuille d'investissement vers portefeuille placement	0	0

3.1.8 – Organismes de placements collectifs (OPCI - FCPI - SCPI - SPPICAV)

	2025	2024
Encours au prix de revient et Plus values nettes latentes		
. Encours (Titres de placement)	112 065	117 519
. Plus Values nettes latentes	33 306	28 888

3.1.9 – Opérations de pensions livrées sur titres

	2025	2024
Pensions livrées données, incluses dans :		
. Dettes envers les établissements de crédit	523 105	438 887
. Comptes créditeurs de la clientèle OPCVM	0	0

3.1.10 – Variation, sur l'exercice, des participations, des parts dans les entreprises liées et des autres titres détenus à long terme

	Participations	Parts dans les entreprises liées	Autres titres détenus à long terme
Montant brut en début d'exercice	2 055	253 398	23 112
Entrées dans l'exercice			
* par acquisition	401	15 916	745
* par transfert			
Sorties dans l'exercice			

* par cession	30	0	0
* par transfert			
Avances en Comptes Courants		3 564	
Total brut	2 425	272 879	23 857
Montant cumulé des dépréciations en début d'exercice	16	0	68
Dotations aux provisions	35	0	29
Transfert			
Reprises des dépréciations	0	0	4
Transfert			
Montant cumulé des dépréciations en fin d'exercice	51	0	93
Total net	2 374	272 879	23 764

3.1.11 – Détail des principales acquisitions / cessions de titres

	Acquisitions	Cessions
Participations	401	30
LA FONCIERE DES SABLES D'OLONNE	125	
LES SABLES D'OLONNE DEVELOPPEMENT	150	
METROPOLIS	126	
POMPES FUNEBRES INTERCOMMUNALES		30
Titres de participation et parts dans les entreprises liées	15 916	0
ACM	3 088	
CCCM	1 578	
OCEAN FONCIERE	11 250	
Autres titres détenus à long terme	745	0
FGDR (certificats)	88	
PATRIMONIALE LA ROCHELLE	325	
VENDEE LOC IMMO	333	
Avances en comptes courants	3 586	22
CHARENTE MARITIME	17	
CRIR	5	15
METROPOLYS	64	
SODEREC		7
TERRE AGRI OCEAN	3 500	

3.1.12 – Participations dans des sociétés de personnes

	% de détention du capital	Valeur comptable d'origine	Evaluation au 31.12.2025
SCI Union Immobilière Océan	100,00	847	847
SCI Terre Agri Océan	100,00	500	500
SCI Merlet Immobilier	100,00	200	200
Total		1 547	1 547

3.1.13 – Détail des immobilisations

	Valeur au 31.12.2024	Acquisitions et Dotations	Cessions / transferts & reprises	Virement de poste à poste régul.	Valeur au 31.12.2025
Immobilisations Incorporelles					
. Droit au bail et fonds de commerce	1 037	0	35	2	1 004
. Logiciels	273	0	0	0	273
	1 310				1 277
<i>Amortissements des Immobilisat° Incorporelles</i>	273	0	0	0	273
Montant net des immob. Incorporelles	1 037				1 004
Immobilisations Corporelles					
. Terrains	1 533	0	6	63	1 590
. Constructions	102 907	1 361	1 280	1 625	104 613
. Autres immobilisat° corporelles	11 768	135	143	135	11 895
. Encours	517	1 314	6	-1 825	0
	116 725				118 098
<i>Amortissements des Immobilisat° Corporelles</i>	79 752	4 573	1 259	0	83 066
Montant net des immob. corporelles	36 973				35 033

3.1.14 – Autres actifs

	2025	2024
Facturation clientèle	0	0
Prime/PEL et CEL et bonification s/prêts	3 919	4 117
Créances impôts et taxes sur l'Etat	4 303	4 617
Créances sur l'Etat prêt à taux zéro (1)	46 727	35 435
I.S. différé (2)	14 697	14 193
Acomptes PFL	12 836	11 515
Avances sur salaires et tickets restaurant	0	0
Créances diverses	61 065	84 990
Dépôts de garantie versés / opérations / instruments financiers (3)	32 970	49 302
Dépôts de garantie (dont : mécanisme de garantie des dépôts et des titres) (4)	15 819	15 766
Total	192 335	219 933
(1) Cette créance fait suite à la mise en place du dispositif prêt à taux 0 %.		
En 2025, le crédit d'impôt de 12.942 K€ s'imputera sur l'impôt sur les sociétés à payer lors de la liquidation.		
(2) Constatation de l'impôt sur les sociétés payé d'avance sur subvention d'intérêts des prêts à taux 0 %.		
(3) Dépôt en garantie sur opérations de marché à terme et pensions pour 27.720 K€ et dépôt BFCM pour 5.250 K€.		
(4) Dont dépôt de garantie lié au FRU (EPI) pour 2.560 K€.		

3.1.15 – Comptes de régularisation – actif

	2025	2024
Comptes d'encaissement et de compensation	86 716	103 060
Charges comptabilisées d'avance	174	693
Produits divers à recevoir, com. assurances et autres	3 868	3 733
Opérations en cours relatives aux prêts	7 869	6 825
Passage inter application et divers	0	0
Souscriptions / Rachats OPCVM et divers	10 204	14 965
Total	108 830	129 276

3.1.16 – Opérations avec les entreprises liées et les participations – actif

	Total du poste	dont entreprises liées	
		total	dont montants subordonnés
- Créances sur établissements de crédit à vue	1 646 048		
à terme	1 062 297	1 061 541	
	583 751	303 761	
- Créances sur la clientèle	16 317 814	4 173	
- Obligations et autres titres à revenu fixe	1 591 440	1 402 122	
Total	19 555 302	2 771 597	0

3.1.17 – Dettes envers les établissements de crédit

	2025	2024
Comptes ordinaires créditeurs	8 841	13 845
Sous total à vue	8 841	13 845
Comptes et emprunts à terme	729 299	808 019
Valeurs prises en pension	523 105	438 887
Sous total à terme	1 252 404	1 246 906
Total	1 261 245	1 260 751

3.1.18 – Opérations avec la clientèle (passif)

	2025	2024
Livret spécial Crédit Mutuel	1 673 001	1 702 743
Livret A	1 788 144	1 706 559
Autres livrets : Jeunes, Ordinaires, Fidélité, LEP, Livret Développement Durable, CEL	3 597 126	3 586 111
Centralisation CDC	-3 091 308	-2 973 861
Comptes ordinaires créditeurs	4 174 989	4 069 921
Valeurs données en pension au JJ		
Sous total à vue	8 141 952	8 091 473
PEL, PEP	2 109 450	2 186 690
Titres donnés en pensions livrées		
Comptes à terme	2 046 188	1 777 174
Emprunt avec clientèle financière	1 402 122	1 402 122
Sous total à terme	5 557 760	5 365 986
Total	13 699 712	13 457 458

3.1.19 – Dettes représentées par un titre (intérêts courus inclus)

	2025	2024
Bons de caisse	2 666	2 416
Certificats de dépôts, BMTN émis	2 305 128	2 474 430
. Clientèle	13 314	21 480
. OPCVM et interbancaire	2 277 850	2 427 950
. Intérêts courus	13 964	25 000
Refinancement CRH	1 252 930	1 034 299
Total	3 560 725	3 511 145

3.1.20 – Autres passifs

	2025	2024
Compte bloqué (participation des salariés)	2 115	2 860
Provisions rémunération des salariés		
Etat (PFL, TVA, IS)	17 712	16 340
Organismes sociaux	1 779	3 578
Fournisseurs	346	239
Versement restant à effectuer sur titres	6 467	605
Opérations sur prêts et divers	9 659	7 850
Dépôts de garantie reçus sur instruments financiers	46 220	49 380
Total	84 297	80 853

3.1.21 – Comptes de régularisation passif

	2025	2024
Comptes d'encaissement et de compensation	80 098	69 187
Charges à payer	7 478	5 285
Produits perçus d'avance	576	496
Subv d'Etat prêts à taux 0 % et autres subv à étaler	92 513	82 756
Passage inter application et divers	34 310	27 335
Opérations en cours sur prêts	10	186
Provisions intéressement et participation	18 956	16 647
Personnel : Charges à payer	39 257	39 131
Total	273 198	241 022

3.1.22 – Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie

	31.12.2024	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	31.12.2025
Dépréciations des créances (Actif)	129 940	32 944	8 689	16 510	137 685
Dépréciations actuarielles (Actif)	6 980	4 936	0	2 827	9 089
Prov. générale pour risques crédit (Passif)	109 401	27 500	0	29 161	107 740
Prov. dépréciation créances clientèle (Passif)	12 550	940	0	7 525	5 965
Prov. sur engagements par signature (Passif)	7 006	7 713	0	2 506	12 213

3.1.23 – Provisions

	31.12.2024	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	31.12.2025
Provision générale pour risques crédit	109 401	27 500	0	29 161	107 740
Pour risques épargne logement	15 909	0	0	5 487	10 423
Pour médaille du travail	616	0	0	31	585
Provision pour charges CET	2 969	188	0	0	3 157
Autres provisions	629	400	184	431	414
Provisions Ints/CAT+BDC à taux progressif	2 432	3 322	0	835	4 919
Pour dépréciation créances clientèle	12 550	940	0	7 525	5 965
Pour risques engagements par signature	7 006	7 713	0	2 506	12 213
Total	151 513	40 063	184	45 976	145 415

Tableau de la provision pour risques Epargne Logement

	0-4 ans	4-10 ans	+ 10 ans	Total
Montant des encours collectés au titre des PEL sur la phase épargne	811 258	254 394	764 298	1 829 950
Montant des provisions sur PEL				9 165
Montant des encours collectés au titre des CEL sur la phase épargne	142 937	33 357	168 803	345 097

Montant des provisions sur CEL				202
Dotations provisions EL				0
Reprises provisions EL				5 487
Montant des encours de crédits en vie octroyés au titre des PEL/CEL				23 291
Montant des provisions sur prêts PEL/CEL				1 056

3.1.24 – Fonds pour risques bancaires généraux

	31.12.2024	Dotations	Reprises	31.12.2025
FRBG	49 288	0	0	49 288
Total	49 288	0	0	49 288

3.1.25 – Variation des capitaux propres

	31.12.2024	Affectation résultat 2024	Variations 2025	31.12.2025
Capital	230 591		-554	230 037
Réserve légale	27 465			27 465
Réserves statutaires	555 901	9 418		565 319
Réserves facultatives	458 480	29 305		487 785
Autres réserves	16 816			16 816
Total des Réserves	1 058 662	38 723		1 097 384
Prime d'émission	12 983			12 983
Report à nouveau	0			0
Provisions réglementées	0			0
Résultat de l'exercice	44 910	-44 910	60 177	60 177
Rémunération Parts B	0	6 187	-6 187	0
Montant des bénéfices distribués aux actions d'actionnaires non coopérateurs	0		0	0
Total	1 347 146	0	53 436	1 400 582

3.1.26 – Catégories de parts de capital

	Valeur nominale au 31.12.2024	Souscriptions nettes	Valeur nominale au 31.12.2025
Parts A - nominal 1 Euro	13 024	-64	12 960
Parts B - nominal 1 Euro	217 567	-490	217 077
Capital	230 591	-554	230 037

3.1.27 – Affectation du résultat

Résultat 2025	60 177	
Rémunération de Parts B		5 818
Affect. aux réserves statutaires, facultatives et report à nouveau		54 358

3.1.28 – Opérations avec les entreprises liées et les participations - passif

	Total du poste	dont entreprises liées	
		total	dont montants subordonnés
- Dettes sur les établissements de crédit	1 261 245	914 355	
- Dettes sur la clientèle	13 699 712	1 441 012	
- Dettes représentées par un titre	3 560 725	110 957	
- Dettes subordonnées			
Total	18 521 682	2 466 324	0

3.2 – Informations relatives au hors bilan**3.2.1 – Instruments financiers a terme**

Montant notionnel	Marchés organisés		Marché de gré à gré		
	Micro couverture	Positions ouvertes isolées	Macro couverture	Micro couverture	Positions ouvertes isolées
Instruments de taux d'intérêts					
<i>Contrats à terme fermes</i>					
* Contrats d'échanges de taux			3 310 000	461 446	
* Contrats de garantie de taux					
- Ventes de contrats de garantie de taux					
- Achats de contrats de garantie de taux					

<i>Contrats à terme optionnels</i> Instruments sur actions <i>Contrats à terme fermes</i> <i>Contrats à terme optionnels</i> Autres Instruments					
Total	0	0	3 310 000	461 446	0

Montant juste valeur	Marchés organisés		Marché de gré à gré		
	Micro couverture	Positions ouvertes isolées	Macro couverture	Micro couverture	Positions ouvertes isolées
Instruments de taux d'intérêts <i>Contrats à terme fermes</i> * Contrats d'échanges de taux * Contrats de garantie de taux - Ventes de contrats de garantie de taux - Achats de contrats de garantie de taux <i>Contrats à terme optionnels</i> Instruments sur actions <i>Contrats à terme fermes</i> <i>Contrats à terme optionnels</i> Autres Instruments			17 312	2 369	
Total	0	0	17 312	2 369	0

3.2.2 – Instruments financiers a terme – ventilation par durée résiduelle

	Durée < à 1 an	Durée de 1 à 5 ans	Durée > à 5 ans	Total
Encours des SWAPS	194 814	1 050 742	2 525 890	3 771 446
Autres opérations sur instruments financiers				
Total	194 814	1 050 742	2 525 890	3 771 446

3.2.3 – Instruments financiers à terme – incidence sur le bilan

	Montants au bilan
Primes sur instruments conditionnels achetés vendus	
Dépôts de garantie versés reçus	27 720 37 157
Pertes/gains potentiels à étaler sur contrats en cours	

3.2.4 – Engagements de financement et de garantie conclus avec les établissements de crédit et avec la clientèle

	Etablissements de crédit	Clientèle	2025
Engagements de financement donnés	61 775	2 074 433	2 136 208
Engagements de garantie donnés	352 906	238 782	591 688
Engagements de financement reçus			0
Engagements de garantie reçus	3 969 167	0	3 969 167

3.2.5 – Opérations avec les entreprises liées et les participations – engagements donnés

	Total du poste	dont entreprises liées	
		total	dont montants subordonnés
Engagements donnés de financement - sur les établissements de crédit - sur la clientèle Total	61 775 2 074 433 2 136 208	0 2 000 2 000	0
Engagements donnés de garantie - sur les établissements de crédit - sur la clientèle Total	352 906 238 782 591 688	352 906 33 930 386 836	0
Engagements donnés sur titres - titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise - autres engagements donnés	 0	 0	

Total	0	0	0
--------------	----------	----------	----------

3.2.6 – Autres informations :

Dans le cadre des opérations de refinancement de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Océan, certains crédits à la clientèle distribués par notre établissement constituent des actifs donnés en garantie à ces opérations de refinancement.

Au 31 décembre 2025, leur montant s'élève à 4,431 Milliards d'euros.

3.3 – Informations relatives au compte de résultat**3.3.1 – Intérêts et produits assimilés**

	2025	2024
Avec des établissements de crédit	127 470	175 166
Avec la clientèle	432 558	420 513
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	17 936	19 346
Total	577 964	615 025

3.3.2 – Intérêts et charges assimilés

	2025	2024
Avec des établissements de crédit	49 052	73 998
Avec la clientèle	318 755	341 436
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	86 427	110 539
Divers	0	25
Total	454 234	525 998

3.3.3 – Revenus des titres à revenu variable

	2025	2024
Participations et autres titres détenus à long terme	1 358	1 366
Autres parts dans les entreprises liées	12 123	40 317
Total	13 481	41 683

3.3.4 – Commissions (produits)

	2025	2024
Commissions financières	5 363	5 206
Commissions crédits	7 585	7 478
Commissions services	8 238	7 509
Commissions autres moyens de paiement	4 452	4 503
Commissions comptes	45 170	43 322
Commissions monétique	51 500	49 825
Commissions assurances	69 125	67 593
Total	191 433	185 434

3.3.5 – Commissions (charges)

	2025	2024
Commissions financières	1 893	1 480
Commissions services	576	517
Commissions crédits	938	1 220
Commissions autres moyens de paiement	8 236	4 850
Commissions monétique	24 771	23 843
Commissions comptes	3 835	4 180
Total	40 250	36 089

3.3.6 – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

	2025	2024
Opérations sur titres de transaction	0	0
Opérations sur change	-137	602
Opérations sur instruments financiers à terme	0	0
Total	-137	602

3.3.7 – Gains ou pertes / opérations des portefeuilles de placement et assimilés

	Frais d'acquisition	Plus values réalisées	Moins values réalisées	Dotations aux dépréciations	Reprise des dépréciations
--	----------------------------	------------------------------	-------------------------------	------------------------------------	----------------------------------

Opérations sur titres de placement	0	2 598	564	168	1 021
Total	0	2 598	564	168	1 021
Résultat net					2 888

3.3.8 – Autres produits d'exploitation bancaire

	2025	2024
Frais Refacturés	394	9
Revenus des immeubles	6	12
Divers	348	516
Total	749	537

3.3.9 – Autres charges d'exploitation bancaire

	2025	2024
Différences de caisse	35	62
Cotisation Fonds de garantie des dépôts	0	0
Autres prestations et divers	2 144	2 041
Sinistres cartes, vols et dossiers défendeurs	908	718
Total	3 087	2 821

3.3.10 – Charges générales d'exploitation

	2025	2024
Frais de personnel	122 153	117 636
Salaires	64 833	64 896
Charges sociales et taxes liées aux salaires	37 658	36 511
Intéressement, participation et abondement PEE	19 662	16 229
Prime d'assurance indemnités de fin de carrière	0	0
Autres frais administratifs	69 224	68 701
Salaires et frais administratifs refacturés	-1 276	-1 159
Total	190 101	185 178

3.3.11 – Cout du risque

	2025	2024
Dotations aux dépréciations / créances douteuses	32 651	31 100
Reprises de dépréciations / créances douteuses	-24 422	-20 560
Créances irrécupérables	9 430	7 492
Recouvrement sur créances apurées	-546	-589
	17 113	17 443
Dotations aux provisions / engagements hors bilan	8 653	10 721
Reprises de provisions / engagements hors bilan	-10 031	-10 437
	-1 378	284
Dotations aux dépréciations actuarielles	4 936	4 665
Reprises de dépréciations actuarielles	-2 595	-2 483
Dotations aux provisions générales pour risque crédit	27 500	27 637
Reprises de provisions générales pour risque crédit	-29 161	-20 905
	680	8 914
Total	16 415	26 641
Montant des reprises sur créances passées en perte (créances irrécupérables)	8 225	5 919

3.3.12 – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

	2025	2024
Sur immobilisations corporelles et incorporelles	-115	-112
Sur titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme		
Plus ou moins values de cession		
Variation nette des dépréciations	-60	48
Total	-175	-63

3.3.13 – Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice 2025 est constitué de charges exceptionnelles pour un montant de 14 K€.

3.3.14 – Impôt sur les bénéfices

Le poste "Impôts sur les bénéfices" s'élève à 17 353 K€ ; il se décompose en :

. I.S. au taux réduit de 15 % :	-520	K€
. I.S. au taux de 25 % :	-17973	K€
. Contribution de 3.30% sur l'I.S. :	-99	K€
. Redressement d'I.S. :	-223	K€
. Crédit d'impôt :	959	K€
. Variation pour impôt différé :	504	K€

3.4 – Autres informations**3.4.1 – Durée résiduelle des créances et des dettes**

	Durée ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans
Créances sur établissements de crédit	426 590	5 350	635 432	301 365
Créances sur la clientèle dont :				
. Autres concours à la clientèle	611 468	1 330 027	5 531 245	8 754 759
. Comptes ordinaires débiteurs	237 190			
Titres détenus en portefeuille et titres d'invest.	411 384	19 110	710 471	699 537
Titres reçus en pension livrée	0	200 011	0	0

	Durée ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans
Dettes envers les établissements de crédit	80 692	182 870	324 069	147 583
Comptes d'épargne à régime spécial ayant un terme	1 090 594	50 216	379 934	586 672
Comptes créditeurs à terme	212 131	490 124	1 106 514	168 585
Dettes envers la clientèle représentées par un titre dont :				
. Bons de caisse	380	1 031	1 235	0
. Titres du marché monétaire et titres de créances négociables	367 000	1 044 700	1 588 650	526 150
Titres donnés en pension livrée	0	269 962	250 000	0

3.4.2 – Effectifs

L'effectif moyen du Groupe, en équivalent temps-plein, est de 1 523 en 2025. Cet effectif comprend les personnels en contrat à durée indéterminée et en contrat à durée déterminée.

	2025	2024
Répartition		
Non cadres	1 147	1 097
Cadres	377	367
Total	1 523	1 464

3.4.3 – Rémunérations versées aux membres des organes d'administration

Le montant versé au cours de l'exercice 2025 aux membres des Conseils d'Administration de la Caisse Fédérale ainsi que de la Fédération du Crédit Mutuel Océan, au titre des jetons de présence, s'élève à : 129 705 €.

Il n'y a pas d'engagements en matière de retraite à l'égard de l'ensemble des membres et anciens membres des organes d'administration ou de direction.

3.4.4 – Informations article 511-45 du code monétaire et financier

(Arrêté du 06/10/2009)

Le Crédit Mutuel Océan ne possède pas d'implantations et n'exerce pas d'activités dans des états ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales permettant l'accès aux renseignements bancaires.

3.4.5 – Evénements postérieurs à la clôture

Le Groupe Crédit Mutuel Océan est totalement mobilisé pour faire face au contexte d'incertitudes macro-économiques et politiques accrues liés à la guerre israélo-américaine contre l'Iran, entraînant une hausse du prix des matières premières notamment énergétique, une volatilité des marchés financiers et potentiellement une menace d'une stagflation et de resserrement monétaire.

Dans ce contexte, le Groupe suit de manière constante la qualité de ses engagements de crédit et la valorisation de ses portefeuilles. Il possède un dispositif de gouvernance et de pilotage des risques robuste. Les impacts comptables et prudentiels de cette situation ne pourront être évalués qu'ultérieurement.

Le Groupe conserve sa politique de provisionnement prudente. Il tient compte du contexte d'incertitudes macroéconomiques et géopolitiques persistant qui pourrait entraîner une dégradation de la qualité du portefeuille de crédits.

La persistance des tensions sur les marchés financiers pourrait entraîner une moindre valorisation de ses portefeuilles d'instruments financiers (obligations, actions et dérivés).

Pour autant, le Groupe Crédit Mutuel Océan bénéficie d'une solidité financière lui permettant le cas échéant, de faire face une situation économique dégradée. Les niveaux de capital, fonds propres et des ratios qui en découlent sont ainsi au 31/12/2025 de 34% pour le ratio de solvabilité global et de 8,40% pour le ratio de levier.

Par ailleurs, la loi de finances pour 2026, définitivement adoptée le 2 février 2026, a prorogé pour un an la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Les entreprises concernées en 2026 sont celles qui réalisent en France un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 1,5 milliards d'euros en 2025 ou en 2026 (contre 1 milliard d'euros en 2025). Cette contribution 2026 est assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû au titre de 2025 et 2026.

Le chiffre d'affaires du groupe CMO étant inférieur à ces seuils, il n'est pas soumis à cette contribution.

3.4.5 – Tableau des filiales et participations
(en euros)

(au 31 décembre 2025)	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part détenue du capital en %	Valeur brute d'inventaire des titres détenus	Valeur nette d'inventaire des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société et non remboursés	Montant des cautions et avals fournis par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Bénéfice net ou perte du dernier exercice	Dividendes encaissés par CMO au cours de l'exercice
A - Renseignements détaillés concernant les filiales (+ de 50% du capital détenu par le CMO) Parts dans les entreprises liées SAS OCEAN PARTICIPATIONS 34, rue Léandre Merlet - La Roche-sur-Yon (85) SCI UNION IMMOBILIERE OCEAN 34, rue Léandre Merlet - La Roche-sur-Yon (85) SCI MERLET IMMOBILIER 34, rue Léandre Merlet - La Roche-sur-Yon (85) SCI TERRE AGRI OCEAN 34, rue Léandre Merlet - La Roche-sur-Yon (85) SAS OCEAN FONCIERE 34, rue Léandre Merlet - La Roche-sur-Yon (85)	44 506 250 11 250 000	82 672 346 -	90% 100%	52 242 270 11 250 000	52 242 270 11 250 000	Avances courante	Cautions courante	- -	669 907 -	- -
B - Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital des comptes regroupés (10 à 50 % du capital détenu par la société) Parts dans les entreprises liées SAS VOLNEY DEVELOPPEMENT			10%	1 483 100	1 483 100					0
C - Renseignements globaux concernant les autres participations : . Autres participations				1 483 100	1 483 100					0
D - Autres titres . Divers				764 511	764 511					43 074
dont parts dans les entreprises liées - CM EPARGNE SALARIALE - SODEREC - CCCM - EURO INFORMATION - GROUPE DES ACM SA - VIE - IARD - BFCM				206 833 395 10 15 318 23 616 650 14 599 687 59 033 563 105 083 415	206 689 906 10 15 318 23 616 650 14 599 687 59 033 563 105 083 415					12 130 531 - 1 340 1 578 833 62 080 9 598 842 882 066
				274 120 673	273 977 184					12 173 605

IV. — Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes regroupés

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de la Fédération du Crédit Mutuel Océan,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes regroupés de la Fédération du Crédit Mutuel Océan relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes regroupés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du groupe Crédit Mutuel Océan à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion
Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des

comptes regroupés" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.1 – Principes comptables de l'annexe qui expose les incidences de la première application du règlement ANC 2023-03 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes regroupés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes regroupés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes regroupés pris isolément.

Risque de crédit - Dépréciation des prêts et créances sur base individuelle, collective et sectorielle

Le groupe Crédit Mutuel Océan est exposé aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle. Le stock de dépréciation sur les encours de crédits s'élève à 146,8 M€ pour un encours brut douteux de 302,3 M€ et le stock de provisions s'élève à 107,7 M€ pour risque général de crédits, 6 M€ sur créances clientèle et 12,2 M€ sur engagements par signature. Le coût du risque sur l'exercice 2025 s'élève à -16,4 M€.

Comme indiqué dans les notes des annexes 1.2, 3.1.3, 3.1.22, 3.1.23 et 3.3.11, le groupe Crédit Mutuel Océan constitue ainsi des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques de pertes. Ces dépréciations peuvent prendre la forme de dépréciations individuelles de crédits et engagements hors bilan concernés ou de provisions collectives et sectorielles pour les portefeuilles de crédits présentant des risques homogènes et non dépréciés individuellement.

Une dépréciation individuelle est constatée dès lors qu'il existe une preuve objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la mise en place du prêt – ou d'un groupe de prêts – susceptibles de générer une perte. La dépréciation est égale à la différence entre le solde de la créance et la valeur recouvrable, la valeur recouvrable étant évaluée en fonction des flux futurs recouvrables, ces derniers faisant l'objet d'un calcul d'actualisation réalisé au taux du crédit.

Par ailleurs, le groupe Crédit Mutuel Océan enregistre des provisions collectives dont les modalités d'estimation sont basées sur des modèles développés par la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, complétées le cas échéant par des dotations sur base sectorielle au regard de spécificités locales.

Dépréciation des encours de crédits douteux et contentieux sur base individuelle :

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour la clôture des comptes, nous avons apprécié le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle. Ainsi, dans ce cadre, nos travaux ont notamment consisté en la réalisation :

- de tests de contrôle sur le dispositif de suivi des contreparties douteuses et contentieuses ainsi que sur le processus de revue de crédit et sur le dispositif de valorisation des garanties ;
- d'analyses contradictoires des montants de provisions et dépréciations, sur la base d'un échantillon de dossiers ;
-

Provisionnement collectif et sectoriel :

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour la clôture des comptes, nos travaux ont principalement consisté à :

- apprécier l'existence d'un dispositif de contrôle interne ;
- effectuer une revue critique des travaux des auditeurs externes du Groupe Crédit Mutuel qui, en lien avec leurs experts et spécialistes :
 - ont apprécié l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence adéquate le caractère approprié des modèles de dépréciations et les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations ;
 - ont apprécié la pertinence de ces paramètres utilisés pour les calculs des dépréciations au 31 décembre 2025 ;
 - ont effectué des contre-calculs sur les principaux portefeuilles de crédits.
- Nous avons également revu les facteurs d'aggravation et de détérioration des paramètres sur les expositions à risque entraînant la comptabilisation d'une provision complémentaire.

Valorisation des parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme

Les titres de participation et autres titres détenus à long terme et les parts dans les entreprises liées détenus par le groupe Crédit Mutuel Océan s'élèvent respectivement à 26,1 M€ et 272 M€ au 31 décembre 2025 contre 25,1 M€ et 252,6 M€ au 31 décembre 2024. Comme mentionné en annexe, dans les notes 1.2 et 3.1.10, les titres de participation sont inscrits au bilan pour leur valeur d'acquisition. A la clôture de l'exercice, des provisions sont constituées si l'évaluation individuelle des titres à leur valeur d'utilité fait ressortir une dépréciation par rapport à leur valeur d'acquisition. La valeur d'utilité s'apprécie d'après différents critères, à savoir : l'actif net, le cours de bourse ou la rentabilité.

Pour apprécier le caractère raisonnable des évaluations retenues pour ces titres, et des éventuelles dépréciations qui pourraient en résulter, nous avons mis en œuvre les diligences suivantes :

- appréciation des méthodologies retenues pour valoriser les titres de participation ;
- appréciation de la pertinence des hypothèses utilisées pour ces valorisations par rapport aux pratiques de marché ;
- comparaison avec les valorisations externes disponibles, le cas échéant ;
- analyse de la cohérence de l'évolution des valorisations par rapport à l'exercice précédent ;
- vérification du calcul des éventuelles dépréciations nécessaires.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes regroupés des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes regroupés adressés aux sociétaires.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes regroupés

Il appartient à la direction d'établir des comptes regroupés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes regroupés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes regroupés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fédération à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fédération ou de cesser son activité.

Les comptes regroupés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes regroupés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes regroupés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes regroupés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes regroupés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes regroupés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes regroupés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes regroupés et évalue si les comptes regroupés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rennes et Paris-La-Défense, le 5 mai 2026

KPMG AUDIT FS I SAS

Audrey MONPAS
Associée

Arnaud BOURDEILLE
Associé

Levallois-Perret et Nantes, le 5 mai 2026

FORVIS MAZARS

Alexandra KRITCHMAR
Associée

Eve MARTINEAU
Associée

Partie B – Comptes consolidés

Groupe bancaire adhérent à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, le Crédit Mutuel Océan exerce son activité sur les départements de Charente-Maritime, Vendée et le sud des Deux-Sèvres.

L'entreprise mère se compose de :

- **122 Caisses Locales**, sociétés coopératives à capital variable et à responsabilité statutairement limitée. Le capital est détenu par les sociétaires.

- **La Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Océan (CFCMO)**, société anonyme coopérative de crédit à capital variable, dont le capital est pour l'essentiel réparti entre les Caisses Locales.

La Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Océan assure un triple rôle au sein du Groupe :

Organisme financier : banque des Caisses Locales,

Prestataire de services : fournisseur de moyens techniques,

Organisme employeur du personnel affecté en Caisses Locales et Caisse Fédérale ainsi que dans certaines filiales.

- **La Fédération du Crédit Mutuel Océan**, association régie par la loi de 1901 à laquelle adhèrent les Caisses locales et la Caisse Fédérale. Organe de contrôle et de représentation de ses adhérents, elle gère aussi les mécanismes de solidarité entre les Caisses Locales.

Les autres sociétés entrant dans le périmètre de consolidation sont détaillées dans l'annexe qui suit.

Sauf indications contraires, les montants figurant dans ce rapport sont exprimés en milliers d'euros

I. — Bilan consolidé

Actif (en milliers d'euros)	2025	2024	Notes
Caisse, Banques centrales	32 278	33 818	8.1.a
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	530 612	390 800	8.2.a, 8.4
Instruments dérivés de couverture	77 070	73 573	8.3.a, 8.4

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	760 824	695 891	8.6
Titres au coût amorti	1 502 289	1 452 032	8.8
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 765 514	4 663 770	8.1.a
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	16 230 171	16 016 429	8.7.a
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	28 332	64 446	8.3.b
Placements des activités d'assurance et parts de réassureurs dans les provisions techniques	0	0	
Actifs d'impôts courants	78 562	65 759	8.10.a
Actifs d'impôts différés	42 110	43 806	8.10.b
Comptes de régularisation et actifs divers	176 743	212 173	8.11.a
Actifs non courants destinés à être cédés	0	0	
Participation aux bénéfices différée	0	0	
Participations dans les entreprises mises en équivalence	0	0	
Immeubles de placement	37	37	8.12
Immobilisations corporelles	63 293	66 040	8.13.a
Immobilisations incorporelles	1 005	1 037	8.13.b
Ecart d'acquisition	0	0	
Total de l'actif	24 288 840	23 779 611	

Passif (en milliers d'euros)	2025	2024	Notes
Banques centrales	0	0	8.1.b
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	4 253	4 491	8.2.b,8.4
Instruments dérivés de couverture	59 758	89 781	8.3.a
Dettes envers les Etablissements de crédit	1 315 584	1 317 191	8.1.b
Dettes envers la clientèle	16 757 144	16 398 643	8.7.b
Dettes représentées par un titre	3 556 790	3 507 931	8.14
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	73 814	65 246	8.3.b
Passifs d'impôts courants	17 358	16 016	8.10.a
Passifs d'impôts différés	15 791	14 572	8.10.b
Comptes de régularisation et passifs divers	260 092	230 725	8.11.b
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0	0	
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	0	0	
Provisions	42 757	49 459	8.15
Dettes subordonnées			
Capitaux Propres - Totaux	2 185 499	2 085 556	
Capitaux Propres - Part du Groupe	2 167 693	2 067 708	8.16.a
<i>Capital et Réserves liées</i>	<i>243 020</i>	<i>243 574</i>	<i>8.16.a</i>
<i>Réserves consolidées</i>	<i>1 362 172</i>	<i>1 310 946</i>	<i>8.16.b</i>
<i>Gains ou pertes latents ou différés</i>	<i>498 370</i>	<i>455 775</i>	
<i>Résultat de l'exercice</i>	<i>64 131</i>	<i>57 413</i>	
Capitaux Propres - Intérêts minoritaires	17 806	17 848	
Total du passif	24 288 840	23 779 611	

II. — Compte de résultat

(en milliers d'euros)	2025	2024	Notes
Intérêts et produits assimilés	578 946	615 942	8.18
Intérêts et charges assimilées	-453 547	-525 198	8.18
Commissions (produits)	192 248	184 989	8.19
Commissions (charges)	-41 140	-36 099	8.19
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	7 016	11 489	8.20
Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	12 181	40 348	8.21.
Gains ou pertes nets sur actifs financiers au coût amorti			8.22
Produits des autres activités	761	538	8.23
Charges des autres activités	-3 087	-2 630	8.23
Produit net bancaire	293 378	289 379	
Charges générales d'exploitation	-185 016	-180 350	8.24
Dotations / reprises sur amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-8 638	-8 414	8.24
Résultat brut d'exploitation	99 724	100 615	
Coût du risque	-16 417	-26 642	8.25
Résultat d'exploitation	83 307	73 973	
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	
Gains ou pertes sur autres actifs	-170	-129	8.26
Variations de valeur des écarts d'acquisition	0	0	

Résultat avant impôt	83 137	73 844	8.27
Impôts sur les bénéfices	-19 048	-16 070	
Résultat net	64 089	57 774	
Intérêts minoritaires	-42	361	
Résultat net (part du Groupe)	64 131	57 413	

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en milliers d'euros)	2025	2024	Notes
Résultat net	64 089	57 774	
Ecarts de conversion			
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres - instruments de dettes			
Reclassement d'actifs financiers de juste valeur par capitaux propres à juste valeur par résultat			
Réévaluation des placements des activités d'assurance			
Réévaluation des instruments dérivés de couverture			
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE			9.1, 9.2
Total des gains et pertes recyclables comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres - instruments de capitaux propres à la clôture	42 981	10 200	
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres - instruments de capitaux propres cédés durant l'exercice			
Ecart de réévaluation lié au risque de crédit propre sur les passifs financiers en JVO			
Réévaluation des immobilisations			
Réévaluation du passif (de l'actif) net des régimes à prestations définies	-386	384	9.1, 9.2
Quote-part des gains ou pertes non recyclables sur entreprises MEE			
Total des gains et pertes non recyclables comptabilisés directement en capitaux propres	42 595	10 584	
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	106 684	68 358	
dont part du Groupe	106 726	67 997	
dont part des intérêts minoritaires	-42	361	

III. — Tableau de variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	Capital et réserves liées		Réserves consolidées	Gains/pertes latents ou différés (nets d'IS)			Résultat net part du Groupe	Capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Capital	Réserves liées au capital		Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture	Réévaluation du passif (de l'actif) net des régimes à prestations définies				
Capitaux propres au 31 décembre 2023	233 075	12 983	1 255 199	445 782	0	-592	66 988	2 013 434	17 487	2 030 922
Augmentation de capital	-2 484							-2 484		-2 484
Affectation du résultat 2023			60 173				-60 173	0		0
Distribution 2024 au titre du résultat 2023							-6 815	-6 815		-6 815
Variations des gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global				10 200		384		10 584		10 584
Résultat 2024							57 413	57 413	361	57 774
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle								0		0
Changement de méthode comptable								0		0
Autres variations			-4 426					-4 426		-4 426
Capitaux propres au 31 décembre 2024	230 591	12 983	1 310 946	455 982	0	-208	57 413	2 067 708	17 848	2 085 556
Augmentation / Réduction de capital	-554							-554		-554
Affectation du résultat 2024			51 226				-51 226	0		0
Distribution 2025 au titre du résultat 2024							-6 187	-6 187		-6 187
Variations des gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global				42 981		-386		42 595		42 595
Résultat 2025							64 131	64 131	-42	64 089
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle								0		0
Changement de méthode comptable								0		0
Autres variations								0		0
Capitaux propres au 31 décembre 2025	230 037	12 983	1 362 172	498 963	0	-594	64 131	2 167 693	17 806	2 185 499

Tableaux des flux de trésorerie nette

(en milliers d'euros)	2025	2024
Résultat net	64 089	57 774
Impôt	19 048	16 070
Résultat avant impôts	83 137	73 844
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorp.	8 239	8 414
- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
+/- Dotations nettes aux provisions et dépréciations	18 205	36 961
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	163	130
+/- Produits/charges des activités de financement		
+/- Autres mouvements	56 962	10 151
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	83 569	55 656
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit (a)	-12 509	-792 422
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle (b)	122 155	454 242
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers (c)	-97 858	127 363
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	58 182	-30 339
- Impôts versés	-29 318	-15 498
= Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	40 652	-256 654
Total flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	207 358	-127 154
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations (d)	-66 945	116 018
+/- Flux liés aux immeubles de placement (e)		
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles (f)	-5 489	-5 026
Total flux net de trésorerie lie aux activités d'investissement (B)	-72 434	110 992
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (g)	-6 741	-9 299
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (h)	0	0
Total flux net de trésorerie lie aux opérations de financement (C)	-6 741	-9 299
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	0	0
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	128 183	-25 461
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	207 358	-127 154
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	-72 434	110 992
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	-6 741	-9 299
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	0	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	321 844	347 305
Caisse, banques centrales (actif et passif)	33 818	37 530
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	288 026	309 775
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	450 027	321 844
Caisse, banques centrales (actif et passif)	32 278	33 818
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	417 749	288 026
Variation de la trésorerie nette	128 183	-25 461

(en milliers d'euros)	2025	2024
(A) Les flux liés aux opérations avec les établissements de crédit se décomposent comme suit :		
+/- Encaissements et décaissements liés aux créances sur les établissements de crédit (sauf éléments inclus dans la Trésorerie), hors créances rattachées	-34 663	-215 001
+/- Encaissements et décaissements liés aux dettes envers les établissements de crédit, hors dettes rattachées	22 154	-577 421
(B) Les flux liés aux opérations avec la clientèle se décomposent comme suit :		
+/- Encaissements et décaissements liés aux créances sur la clientèle, hors créances rattachées	-221 473	22 429
+/- Encaissements et décaissements liés aux dettes envers la clientèle, hors dettes rattachées	343 628	431 813
(C) Les flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers se décomposent comme suit :		
+/- Encaissements et décaissements liés à des actifs financiers à la juste valeur par résultat	-139 237	-9 737
+/- Encaissements et décaissements liés à des passifs financiers à la juste valeur par résultat		
- Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers à la JV par capitaux propres-instruments de dettes	-16 196	-14 641
+ Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers à la JV par capitaux propres-instruments de dettes		
+/- Encaissements et décaissements liés à des instruments dérivés de couverture		
+/- Encaissements et décaissements liés à des dettes représentées par un titre	57 575	151 741
(D) Les flux liés aux actifs financiers et aux participations se décomposent comme suit :		
- Décaissements liés aux acquisitions de filiales, nettes de la trésorerie acquise		
+ Encaissements liés aux cessions de filiales, nettes de la trésorerie cédée		
- Décaissements liés aux acquisitions de titres de sociétés mises en équivalence		
+ Encaissements liés aux cessions de titres de sociétés mises en équivalence		
+ Encaissements liés aux dividendes reçus		
- Décaissements liés aux acquisitions de titres au coût amorti	-50 000	-10 000
+ Encaissements liés aux cessions de titres au coût amorti		128 072
- Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers à la JV par CP	-16 975	-2 058

- Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers à la JV par CP	30	4
+/- Autres flux liés aux opérations d'investissement		
+ Encaissements liés aux intérêts reçus, hors intérêts courus non échus		
(E) Les flux liés aux immeubles de placement se décomposent comme suit :		
- Décaissements liés aux acquisitions d'immeubles de placement		
+ Encaissements liés aux cessions d'immeubles de placement		
(F) Les flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles se décomposent comme suit :		
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorp.	-7 277	-5 132
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorp.	1 788	106
(G) Les flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires se décomposent comme suit :		
+ Encaissements liés aux émissions d'instruments de capital	-554	-2 484
+ Encaissements liés aux cessions d'instruments de capital		
- Décaissements liés aux dividendes payés	-6 187	-6 815
- Décaissements liés aux autres rémunérations		
(H) Les autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement se décomposent comme suit :		
+ Encaissements liés aux produits des émissions d'emprunts et des dettes représentées par un titre		
- Décaissements liés aux remboursements d'emprunts et des dettes représentées par un titre		
+ Encaissements liés aux produits des émissions de dettes subordonnées		
- Décaissements liés aux remboursements de dettes subordonnées		
- Décaissements liés aux intérêts payés, hors intérêts courus non échus		

IV. — Annexe aux comptes consolidés IFRS 2025

Note 1 – Référentiel comptable

Le groupe Crédit Mutuel n'étant pas coté, il n'a aucune obligation d'établir des comptes consolidés selon le référentiel des normes comptables internationales IFRS. Cependant, dans un souci d'une plus grande transparence et d'une meilleure comparabilité avec les principaux établissements de la Place, le Conseil d'administration de la Confédération nationale du Crédit Mutuel, organe central du groupe au sens de l'article L.511-31 du Code monétaire et financier, a décidé d'établir des comptes consolidés annuels au niveau national en IFRS.

Le Groupe Crédit Mutuel Océan s'inscrit dans le prolongement des décisions nationales et publie ainsi ses comptes consolidés en normes IFRS.

Les états financiers sont présentés suivant le format préconisé par la recommandation n°2022-01 de l'Autorité des Normes Comptables relative aux états de synthèse IFRS. Ils respectent les normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'Union européenne.

1.1 - Informations relatives à la gestion des risques

Elles figurent dans le rapport de gestion du groupe.

1.2 - Informations relatives aux enjeux environnementaux

Les informations concernant les enjeux climatiques figurent dans le rapport de gestion du groupe.

1.3 - Amendements applicables au 1^{er} janvier 2025

Le groupe applique depuis le 1er janvier 2025, les amendements à IAS 21 Effets des variations des cours des monnaies étrangères qui précisent les cas dans lesquels une monnaie est convertible en une autre monnaie et, lorsqu'elle ne l'est pas, comment l'entreprise détermine le taux de change à appliquer et quelles informations elle doit fournir. Le Groupe n'étant pas concerné par ces problématiques, il n'y a pas d'impact dans nos comptes.

Note 2 – Faits marquants

L'exercice 2025 a été marqué principalement par les faits exposés ci-après :

2.1 – Contexte macro-économique et géopolitique

Le contexte d'incertitudes macroéconomiques et géopolitiques persiste, avec la poursuite de la crise ukrainienne et des conflits au Moyen-Orient. Pour rappel, le Groupe Crédit Mutuel n'étant pas implanté sur ces zones de guerres, les expositions directes dans ces pays sont non significatives. Il reste cependant vigilant sur les conséquences indirectes de ces crises.

Le Groupe suit également les développements en matière de droits de douane, impulsés par le gouvernement américain et les potentielles conséquences économiques sur ses clients.

L'incertitude quant à la matérialité et la nature du budget national en France et l'instabilité des gouvernements constituent des incertitudes tant pour le Groupe que pour ses clients.

Face à ce contexte, il suit de manière constante la qualité de ses engagements de crédit, la valorisation de ses portefeuilles, la gestion du risque de taux et sa liquidité. Le groupe possède un dispositif de gouvernance et de pilotage des risques robuste. En outre, la solidité du groupe permettra de faire face à cette situation grâce au niveau de ses capitaux propres, fonds propres prudentiels et des ratios qui en découlent.

2.2 - Risque de crédit

Dans le cadre du provisionnement des créances saines (en statut 1 & 2), le groupe Crédit Mutuel tient compte des impacts des crises successives, ainsi que des perspectives macro-économiques.

Le niveau de provisionnement résulte d’une analyse au cas par cas, réalisée afin de suivre toute éventuelle augmentation du risque de crédit des clients professionnels ou entreprises en difficultés, et clients particuliers, qui seraient affectés, directement ou indirectement, dans un contexte économique qui reste fortement dégradé.

Depuis 2023, en ligne avec les recommandations émises par l’Autorité bancaire européenne et la Banque centrale européenne, le Groupe a engagé des travaux d’amélioration de l’approche multi-scénarios, et *de facto* de la méthodologie de calcul de probabilité de défaut utilisées pour mesurer l’augmentation significative du risque de crédit et l’évaluation des pertes de crédit attendues. Ces travaux se poursuivent dans le cadre d’un programme de travail pluriannuel établi par le Groupe.

Scénarios macro-économiques

Au 31 décembre 2025, le Groupe a retenu trois scénarios macro-économiques, qui permettent d’appréhender les incertitudes liées au contexte macro-économique actuel, dont les hypothèses sont détaillées ci-après.

- Le scénario central intègre une croissance attendue du PIB, en légère reprise à partir de 2026. L’inflation s’installera durablement en dessous de 2% en 2026, suite au tassement des prix de services et au ralentissement de la hausse des salaires. La cible de 2% serait atteinte à partir de 2027. Concernant les taux directeurs BCE, une baisse est attendue, ramenant le taux de facilité de dépôts à 1,75%, qui resterait stable sur 2026. L’évolution sur les taux courts suivrait la trajectoire des taux BCE alors que les taux longs français seraient un cran plus haut que prévus précédemment, sous la pression des dettes publiques. Le taux du livret A, à 1,7% à fin 2025, poursuivrait sa baisse jusqu’en 2026 avant d’entamer une remontée progressive jusqu’à environ 2%.

- Le scénario stressé envisage pour la période 2026 une crise géopolitique majeure liée au blocus de Taiwan par la Chine, provoquant une forte hausse des prix mondiaux et une flambée de l’inflation dans la zone euro. La mise en place de droits de douane réciproques entre la Chine et les pays de l’OTAN, combinée aux pénuries de biens manufacturés et de semi-conducteurs, entraîne une augmentation significative des coûts d’importation et un choc d’offre durable. La BCE relève fortement ses taux directeurs face aux tensions inflationnistes, ce qui alourdit les conditions de financement. En France, les inquiétudes sur la soutenabilité des finances publiques provoquent un élargissement marqué du spread souverain et une dégradation plus prononcée de l’activité. L’économie européenne subit alors un recul du PIB lié à la baisse de la consommation, aux ruptures de chaînes de production et au gel des investissements. Les marchés financiers enregistrent une chute rapide et profonde des indices boursiers, accentuée par la persistance du blocus tout au long de 2026. La sortie de crise ne s’amorce qu’en 2027, avec la levée des sanctions, la normalisation progressive des chaînes d’approvisionnement, le ralentissement de l’inflation et la reprise de la croissance, sans toutefois compenser entièrement les pertes accumulées pendant la crise.

- Le scénario optimiste repose sur la mise en place rapide et coordonnée de plans budgétaires massifs en Zone euro, destinés à soutenir la décarbonation et à renforcer la souveraineté industrielle, numérique et énergétique. Ces investissements, adossés à une dette européenne commune et à un assouplissement temporaire des règles budgétaires de l’UE, améliorent la productivité, la compétitivité et limitent la hausse des coûts salariaux unitaires. La fin de la guerre en Ukraine réduit les incertitudes économiques et entraîne une baisse des coûts de l’énergie, tandis que la décision de la Cour suprême américaine d’annuler les droits de douane réciproques met fin à l’escalade tarifaire engagée par le gouvernement américain. Parallèlement, un renforcement ambitieux des engagements climatiques est acté avec une accélération coordonnée de la transition technologique et des investissements verts. La mise en œuvre d’une taxe carbone réinvestie dans la transition, la montée en puissance des technologies d’IA et un mouvement global de réallocation de l’épargne européenne vers les secteurs stratégiques soutiennent la croissance. Dans cet environnement, la dynamique économique s’améliore nettement : l’inflation demeure contenue, la croissance européenne se renforce et les marchés actions bénéficient à la fois des gains de productivité et de l’accalmie géopolitique.

Variables macro-économiques et projections retenues dans le scénario central

Les principales variables utilisées dans la détermination des pertes de crédit attendues du scénario central sont détaillées ci-après :

Hypothèses macroéconomiques	Moyenne 2026	Moyenne 2027	Moyenne 2028	Moyenne 2029
France				
Taux d'inflation hors tabac	1,7%	2,0%	2,0%	2,0%
Prix du pétrole (en \$)	65	65	65	65
Taux de croissance du PIB	0,8%	0,9%	1,0%	1,0%
Taux de chômage (fin de période)	7,7%	7,6%	7,5%	7,4%
Taux de marché				
Zone euro				
Euribor 3 mois	1,85%	2,20%	2,35%	2,35%
France				
TEC 10 ans	3,34%	3,53%	3,60%	3,65%

Pondération des scénarios macro-économiques

La détermination des pondérations reflète l’anticipation du cycle économique par les économistes du Groupe Crédit Mutuel. Ces derniers confirment les probabilités d’occurrence qui avaient été attribuées au 31 décembre 2025 à chacun des scénarios.

Les pondérations des scénarios sur les trois dernières périodes sont les suivantes :

	Scénario central	Scénario pessimiste	Scénario optimiste
Au 31.12.2024	70%	25%	5%
Au 30.06.2025	70%	25%	5%
Au 31.12.2025	70%	25%	5%

Depuis 2023, le Groupe est engagé dans un cycle d’intégration de la prise en compte de la dimension prospective dans les calculs de pertes de crédit attendues. Les pertes de crédit attendues au 31.12.2025 (hors impact lié à l’ajustement post-modèle) s’élèvent à 37.6 M€, stable par rapport au 31.12.2024

Au 31.12.2025, le Groupe comptabilise des ajustements post-modèle spécifiques :

- Le premier permet de renforcer la dimension prospective du modèle compte tenu des fortes incertitudes macro-économiques issues de la conjoncture actuelle,
- Le deuxième est un ajustement sectoriel. Il permet de compléter le niveau de provisionnement sur les secteurs les plus exposés aux risques climatiques (tels que l’agriculture, les transports terrestre, aérien et maritime, la production d’énergie, la métallurgie, la cokéfaction et le raffinage). Cet ajustement est concentré sur les expositions dont le risque de crédit a augmenté depuis l’octroi (statut 2) et consiste en un stress appliqué aux probabilités de défaut de ces contreparties.
- Le troisième est un ajustement sectoriel régional pour tenir compte du risque accru de certains secteurs vulnérables dans notre modèle d’affaires (tels que l’agriculture, la construction, l’industrie manufacturière, le commerce et la réparation d’automobiles et de motocycles).

Au 31.12.2025, ces ajustements post-modèle s’élèvent respectivement à 1.9 M€, 0.4 M€ et 68 M€.

Au 31.12.2025 Les ajustements comptabilisés, qui incluent une provision manuelle, représentent 71% du montant total des pertes de crédit attendues, c’est-à-dire sur

les encours en statut 1 et 2 (contre 69% au 31.12.2024).

Analyse de sensibilité

Le Groupe évalue la sensibilité du montant des pertes de crédit attendues sur les encours en statut 1 et 2 (y compris ajustement post-modèle) à la conjoncture économique.

Il ressort de ces analyses qu'une pondération à 100% du scénario :

- Pessimiste impliquerait une dotation complémentaire des pertes de crédit attendues de 14%, soit 5.4 M€ ;
- Optimiste entraînerait, a contrario, une diminution des pertes de crédit attendues de 6%, soit -2.2 M€ ;
- Central conduirait à une diminution des pertes de crédit attendues à 4%, soit -1.4 M€.

2.3 - Autres faits marquants de l'exercice

L'exercice 2025 a également été marqué par les éléments suivants :

- Progression du résultat net portée par la marge financière et le coût du risque :
 - Le résultat net part du Groupe s'établit à 64.1 M€ en 2025, en hausse de 11.7 % par rapport à 2024. Cette évolution s'explique principalement par la forte augmentation de la marge financière (+38.2%) ainsi que par la diminution du coût du risque.
- Reprise de l'activité crédits dans un environnement de taux plus favorable :
 - Après une contraction en 2024, l'exercice 2025 est marqué par une reprise des encours de crédits notamment sur l'habitat et l'investissement, avec une dynamique commerciale particulièrement soutenue au dernier trimestre. Les prêts à la clientèle progressent ainsi de +1.3 % sur l'exercice.
- Coût du risque maîtrisé :
 - Le coût du risque s'établit à 16.4 M€ en 2025, en baisse de 10 M€ par rapport à 2024 sous l'effet de reprises de provisions statistiques et de la baisse de l'overlay risque de modèle. Le taux de couverture global du bilan demeure prudent à 1.50%.
- Renforcement des capitaux propres consolidés :
 - Les capitaux propres consolidés atteignent 2 185 M€, en progression de +4.8 %, sous l'effet du résultat de l'exercice (64 M€) et des gains latents comptabilisés en capitaux propres sur les titres classés en OCI (notamment ACM et BFCM), affichant une revalorisation nette de 43 M€ en 2025.
- Evolution de la collecte :
 - Les dettes envers la clientèle augmentent de 359 M€ (+2.2 %), portées par la forte collecte sur les comptes à terme qui enregistrent une évolution de 14.5 % par rapport à 2024.

Note 3 – Périmètre de consolidation

3.1 – Périmètre de consolidation

Entité consolidante

L'entité consolidante du Groupe Crédit Mutuel Océan est constituée de la Fédération du Crédit Mutuel Océan, de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Océan (CFCMO) et de l'ensemble des Caisses Locales à vocation générale affiliées à la Fédération du Crédit Mutuel Océan.

Principes d'inclusion dans le périmètre

Les principes généraux d'inclusion d'une entité dans le périmètre sont définis par IFRS 10, IFRS 11 et IAS28R.

L'ensemble des entités incluses dans les périmètres de consolidation des Groupes régionaux est repris dans le périmètre national.

Le périmètre de consolidation est composé :

- Des entités contrôlées : il y a contrôle lorsque le Groupe détient le pouvoir sur l'entité, est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité, et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur les rendements qu'il obtient. Les comptes des entités contrôlées de manière exclusive sont consolidés.
- Des entités sous contrôle conjoint : le contrôle conjoint est le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entité, qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités clés requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle. Deux parties ou plus qui exercent un contrôle conjoint constituent un partenariat, qui est soit une entreprise commune, soit une coentreprise :
 - Une entreprise commune est un partenariat dans lequel les parties qui exercent le contrôle conjoint ont des droits sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à l'entité : il s'agit de comptabiliser les actifs, passifs, produits et charges relatifs aux intérêts détenus dans l'entité,
 - Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint ont des droits sur l'actif net de l'entité : la coentreprise est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.
 L'ensemble des entités sous contrôle conjoint du Groupe sont des coentreprises au sens d'IFRS 11.
- Des entités sous influence notable : il s'agit des entités qui ne sont pas contrôlées par l'entité consolidante mais sur lesquelles il existe un pouvoir de participation aux politiques financière et opérationnelle. Les titres des entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont mis en équivalence.

Sont comptabilisées en juste valeur sur option les participations détenues par des sociétés de capital développement sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint ou a une influence notable.

Des sociétés contrôlées par le Groupe, mais n'exerçant pas d'activité bancaire, n'ont pas été retenues dans le périmètre de consolidation, en raison de la faiblesse de leur signification comparativement à l'ensemble des comptes consolidés et de l'intérêt négligeable par rapport à l'objectif d'image fidèle.

Les sociétés, filiales ou sous-filiales, sont exclues du périmètre lorsqu'elles satisfont deux des trois critères suivants :

- Résultat de la filiale en valeur absolue < ou = 1 % du résultat consolidé N-1,
- Total du bilan < ou = 1 % du total de bilan consolidé N-1,
- Chiffre d'affaires < ou = 5 % du produit net bancaire N-1.

Ainsi, pour 2025, ne sont pas consolidées les entités suivantes :

(en milliers d'euros)	% Capital détenu	Résultat net	Total bilan	Chiffre d'affaires
Fondation Créavenir Océan (prêts d'honneur) *	100	-3	1	0
SCI Terre Agri Océan *	100	33	4969	132
* Siège social situé au 34 rue Léandre Merlet, 85000 LA ROCHE SUR YON.				

Variations du périmètre

Au 31 décembre 2025, le périmètre du Groupe est inchangé par rapport à celui de 2024.

La norme IFRS12 impose de communiquer les informations financières concernant :

- Les participations dans les entreprises Mises En Equivalence, notamment la quote-part dans le résultat. Pour Le Crédit Mutuel Océan l'impact du résultat induit par le FCT Zéphyr II est de 0.
- Les entités intégrées globalement ayant des minoritaires significatifs, ce qui n'est pas le cas pour le Crédit Mutuel Océan.
- Les entités structurées non consolidées, dont ne dispose le CMO.

3.2 – Composition du périmètre

Le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Mutuel Océan est le suivant :

(en milliers d'euros)	31/12/2025				31/12/2024			
	% contrôle	% intérêt	Méthode	Contribut° au résultat consolidé	% contrôle	% intérêt	Méthode	Contribut° au résultat consolidé
Etablissements de crédits								
Mère			-	62 086			-	51 873
Autres entreprises à caractère financier								
SCI UNION IMMOBILIERE OCEAN	100	100	IG	1 844	100	100	IG	1 775
SCI MERLET IMMOBILIER	100	100	IG	582	100	100	IG	512
SAS OCEAN PARTICIPATIONS	90	90	IG	-381	90	90	IG	3 253
FCT ZEPHYR HOME LOANS 2	50	50	MEE	0	50	50	MEE	0
Total				64 131				57 413

Méthodes : IG = Intégration Globale, MEE = Mise En Equivalence

La contribution au résultat consolidé représente la part du Groupe.

Les filiales consolidées sont les suivantes :

- La SAS OCEAN PARTICIPATIONS dont l'activité consiste à investir dans des entreprises du territoire sous forme d'actions ou de contrats obligataires. Cette société bénéficie du régime fiscal des sociétés de capital-risque.
- Le Fonds Commun de Titrisation ZEPHYR HOME LOANS 2.
- La Société Civile Immobilière UNION IMMOBILIERE OCEAN, dont les parts sociales sont détenues par la Fédération et plusieurs Caisses Locales.
- La Société Civile Immobilière MERLET IMMOBILIER, société filiale du Groupe.

Ces deux dernières sociétés sont propriétaires d'immeubles donnés en location, en tout ou partie, à la société mère.

Note 4 – Principes et méthodes de consolidation

4.1 – Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation utilisées sont les suivantes :

Intégration globale

Cette méthode consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale et à isoler la part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et dans le résultat. Elles s'appliquent pour toutes les entités sous contrôle exclusif, y compris celles à structure de comptes différente, que l'activité se situe ou non dans le prolongement de celle de l'entité consolidante.

Les intérêts minoritaires correspondent aux participations ne donnant pas le contrôle telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

Mise en équivalence

Il s'agit de substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des entités concernées. Elle s'applique pour toutes les entités sous contrôle conjoint, qualifiées de co-entreprises ou pour toutes les entités sous influence notable.

4.2 – Date de clôture

Toutes les sociétés du Groupe Crédit Mutuel Océan incluses dans le périmètre de consolidation arrêtent leurs comptes sociaux au 31 décembre.

4.3 – Elimination des opérations réciproques

Les comptes réciproques ainsi que les impacts résultant de cessions entre les entités du Groupe sont éliminés.

4.4 – Conversion des comptes en devises étrangères

Le Groupe Crédit Mutuel Océan ne détient pas de filiale étrangère.

4.5 – Ecart d'acquisition

Le Groupe Crédit Mutuel Océan ne dispose pas d'écart d'acquisition au 31 décembre 2025.

Note 5 – Principes et méthodes comptables

5.1 – Instruments financiers

5.1.1 – Classement et évaluation des actifs financiers

Selon IFRS 9, le classement et l'évaluation des actifs financiers dépendent du modèle de gestion et des caractéristiques contractuelles des instruments.

Prêts, créances, ou titres de dettes acquis

L'actif est classé :

- Au coût amorti, s'il est détenu en vue de collecter les flux de trésorerie contractuels, et si ses caractéristiques sont similaires à celles d'un contrat dit basique, cf. § ci-dessous « Caractéristiques des flux de trésorerie » (modèle de collecte),
- En juste valeur par capitaux propres, si l'instrument est détenu en vue de collecter les flux de trésorerie contractuels et de le vendre en fonction des opportunités, sans pour autant faire du trading, et si ses caractéristiques sont similaires à celles d'un contrat dit basique impliquant implicitement une forte prédictibilité des flux de tr sorieriel s (modèle de collecte et vente),
- En juste valeur par résultat, si :
 - Il n'est pas éligible aux deux catégories précédentes (car ne remplissant pas le critère « basique » et / ou géré selon le modèle de gestion « autres »), ou,
 - Le Groupe choisit de le classer comme tel, sur option, à l'initiation et de manière irrévocable. La mise en œuvre de cette option vise à pallier une incohérence de traitement comptable par rapport à un autre instrument lié.

Caractéristiques des flux de trésorerie

Les flux de trésorerie contractuels, qui représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû, sont compatibles avec un contrat dit basique.

Dans un contrat basique, les intérêts représentent principalement la contrepartie de la valeur temps de l'argent (y compris en cas d'intérêts négatifs) et du risque de crédit. Les intérêts peuvent également inclure le risque de liquidité, les frais de gestion administrative de l'actif, ainsi qu'une marge commerciale.

Toutes les clauses contractuelles doivent être analysées, notamment celles qui pourraient modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie contractuels.

La possibilité contractuelle, pour l'emprunteur ou le prêteur, de rembourser par anticipation l'instrument financier demeure compatible avec le caractère SPPI des flux de trésorerie contractuels dès lors que le montant remboursé représente essentiellement le principal restant dû et les intérêts courus ainsi que, le cas échéant, une indemnité compensatoire raisonnable.

L'indemnité de remboursement anticipé est considérée comme raisonnable, par exemple, si :

- Elle est exprimée en pourcentage du principal remboursé et elle est inférieure à 10% du nominal remboursé, ou,
- Elle est déterminée selon une formule visant à compenser l'évolution du taux d'intérêts benchmark entre la date d'octroi du crédit et sa date de remboursement anticipé.

L'analyse des flux de trésorerie contractuels peut également nécessiter leur comparaison avec ceux d'un instrument de référence, lorsque la composante valeur temps de l'argent incluse dans les intérêts est susceptible d'être modifiée en raison des clauses contractuelles de l'instrument. C'est le cas, par exemple, si le taux d'intérêt de l'instrument financier est révisé périodiquement, mais que la fréquence des révisions est décorrélée de la durée pour laquelle le taux d'intérêt est établi (révision mensuelle d'un taux à un an par exemple) ou si le taux d'intérêt de l'instrument financier est révisé périodiquement sur la base d'une moyenne de taux d'intérêt.

Si l'écart entre les flux contractuels non actualisés de l'actif financier et ceux de l'instrument de référence est significatif ou peut le devenir, cet actif financier ne pourra pas être considéré comme basique.

Selon les cas, l'analyse est qualitative ou quantitative. Le caractère significatif ou non de l'écart s'apprécie pour chaque exercice, et cumulativement sur la durée de vie de l'instrument. L'analyse quantitative tient compte d'un ensemble de scénarii raisonnablement possibles.   cet effet, le Groupe a utilisé des courbes de taux remontant à l'an 2000.

Par ailleurs, une analyse spécifique est réalisée dans le cas des titrisations dans la mesure où existe un ordre de priorité de paiement entre les porteurs et des concentrations de risques de crédit sous forme de tranches. Dans ce cas, l'analyse nécessite d'examiner les caractéristiques contractuelles des tranches dans lesquelles le Groupe a investi et des instruments financiers sous-jacents, ainsi que le risque de crédit des tranches relativement au risque de crédit des instruments financiers sous-jacents.

A noter que :

- Les dérivés incorporés à des actifs financiers ne sont plus comptabilisés séparément, ce qui implique que l'ensemble de l'instrument hybride est alors considéré comme non-basique et enregistré en juste valeur par résultat,
- Les parts d'OPCVM et d'OPCI ne sont pas des instruments basiques et sont également classées en juste valeur par résultat.

Modèles de gestion

Le modèle de gestion représente la manière dont sont gérés les instruments pour générer des flux de trésorerie et des revenus. Il repose sur des faits qui peuvent être observés, et n'est pas fondé sur une simple intention du management. Il ne s'apprécie pas au niveau de l'entité, ni instrument par instrument, mais est fondé sur un niveau de regroupement supérieur, qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont gérés collectivement. Il se détermine à l'initiation et ne peut être remis

en cause qu'en cas de changement de modèle (cas exceptionnels).

Pour le déterminer, il est nécessaire d'observer toutes les indications disponibles, dont :

- La manière dont est reportée la performance de l'activité aux décisionnaires.
- Le mode de rémunération des gestionnaires.
- Les fréquences, calendrier et volumes des ventes des périodes précédentes.
- Les raisons des ventes.
- Les prévisions de ventes futures.
- La manière dont est évalué le risque.

Dans le cadre du modèle de collecte, certains exemples de cessions autorisées sont indiqués explicitement dans la norme :

- En lien avec une augmentation du risque de crédit.
- Proches de la maturité et pour un montant proche du pair.
- Exceptionnelles (notamment, liées à un stress de liquidité).

Des cessions fréquentes (et d'une valeur unitaire non importantes) ou peu fréquentes (même si elles sont d'une valeur unitaire significative) sont compatibles avec le modèle de collecte des flux de trésorerie.

Ces cessions « autorisées » ne sont pas prises en compte dans l'analyse du caractère significatif et fréquent des ventes réalisées sur un portefeuille, les cessions liées à des changements du cadre réglementaire ou fiscal feront l'objet d'une documentation au cas-par-cas afin de démontrer le caractère "non fréquent" de telles cessions.

Pour les autres cas de cessions, des seuils ont été définis en fonction de la maturité du portefeuille titres ; par exemple 2% des cessions annuelles sur encours du portefeuille ayant une maturité moyenne de 8 ans (le groupe ne cède pas ses crédits comptabilisés dans un modèle de gestion collecte).

Le groupe a développé principalement un modèle de collecte des flux contractuels des actifs financiers qui s'applique notamment aux activités de financement des clients.

Il gère également des actifs financiers sur la base d'un modèle fondé sur la collecte des flux contractuels des actifs financiers et sur la vente de ces actifs, et un modèle propre aux autres actifs financiers, notamment de transaction.

Au sein du groupe, le modèle de collecte des flux contractuels et ventes s'applique essentiellement aux activités de gestion de trésorerie pour compte propre et de gestion du portefeuille de liquidité.

Le Crédit Mutuel Océan n'a pas souhaité émettre de principes « Groupe » quant au classement en coût amorti, ou en juste valeur par capitaux propres, des instruments de dettes inclus dans le portefeuille de liquidité. Chaque groupe régional classe ses instruments en fonction de son propre modèle de gestion.

Enfin, les actifs financiers détenus à des fins de transaction regroupent les titres acquis dès l'origine avec l'intention de les revendre à brève échéance, ainsi que les titres faisant partie d'un portefeuille de titres gérés globalement, pour lequel il existe un calendrier effectif récent de prise de bénéfice à court terme.

Actifs financiers au coût amorti
Ils incluent principalement :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie qui regroupent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.
- Les autres prêts aux établissements de crédits, ainsi que ceux à la clientèle (consentis directement ou la quote-part dans le cadre de prêts syndiqués), non comptabilisés en juste valeur par résultat.
- Une partie des titres détenus par le Groupe.

Les actifs financiers classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, qui est généralement le montant net décaissé. Les taux appliqués aux crédits octroyés sont présumés être des taux de marché dans la mesure où les barèmes sont ajustés en permanence en fonction notamment des taux de la grande majorité des établissements concurrents.

Les actifs sont valorisés lors des arrêts suivants au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie estimée de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier. Il intègre les flux de trésorerie estimés sans tenir compte des pertes sur crédit futures et inclut les commissions payées ou reçues dès lors qu'elles sont assimilables à des intérêts, les coûts de transaction directement rattachables ainsi que toutes les primes et décotes.

Les commissions directement liées à la mise en place du prêt, reçues ou versées, ayant une nature d'intérêt sont étalées sur la durée du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont inscrites au compte de résultat parmi les rubriques d'intérêts.

Pour les titres, le coût amorti intègre l'amortissement des primes et décotes, ainsi que les frais d'acquisition, s'ils sont significatifs. Les achats et ventes de titres sont comptabilisés en date de règlement.

Les revenus perçus sont présentés sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Les commissions perçues dans le cadre de renégociations commerciales de prêts font l'objet d'un étalement.

La restructuration d'un prêt suite aux difficultés financières du débiteur, telle que définie par l'Autorité Bancaire Européenne, a été intégrée dans les systèmes d'information afin que les définitions comptables et prudentielles soient harmonisées.

La juste valeur des actifs au coût amorti est communiquée dans l'annexe à chaque date d'arrêt : elle correspond à l'actualisation des flux futurs estimés à partir d'une courbe de taux zéro coupon qui comprend le coût de signature inhérent au débiteur.

Prêts garantis par l'Etat (PGE)

Le Groupe s'est engagé dans le dispositif gouvernemental de soutien à l'économie lié à la crise Covid-19. Celui-ci a été renforcé en avril 2022, dans le contexte du conflit en Ukraine.

Le Groupe propose :

- Des prêts garantis par l'Etat (PGE) pour soutenir la trésorerie des clients entreprises et professionnels.
- Depuis avril 2022, des PGE Résilience pour les clients qui n'auraient pas souscrit de PGE depuis mars 2020 ou qui n'auraient pas saturé le plafond de leur 1^{er} PGE.

Les PGE représentent des prêts in fine d'une durée de 12 mois, qui comportent une clause de différé d'amortissement sur une période d'un à cinq ans. En date de souscription, le taux d'intérêt du PGE s'établit à 0%, augmenté du coût de la garantie d'Etat fixé entre 0,25% et 0,50% (et refacturé au client via une commission).

A l'issue des 12 premiers mois, le bénéficiaire du PGE a la possibilité de fixer une nouvelle durée au PGE (limitée à 6 ans au total) et ses modalités d'amortissement. Conformément aux annonces gouvernementales du 14 janvier 2021, il peut obtenir un « report d'un an supplémentaire » pour commencer à rembourser le capital.

Le Groupe Crédit Mutuel estime que cette mesure de différé d'amortissement s'inscrit dans le cadre légal du PGE (i.e. aménagement de l'échéancier contractuel, avec une 1^{ère} échéance de remboursement annuelle). Ce « report » ne représente pas, pris isolément, un indicateur de dégradation du risque de crédit ou du probable défaut de l'emprunteur (i.e. « unlikely to pay »).

Détenus dans un objectif de collecte des flux de trésorerie et respectant le critère du prêt basique, ils sont comptabilisés au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. En date de comptabilisation initiale, ils sont comptabilisés à leur valeur nominale, celle-ci étant représentative de la juste valeur.

En date d'anniversaire de souscription, les PGE peuvent faire l'objet d'un différé d'amortissement. La révision des flux liée à la prise en compte des commissions de garantie sur la durée d'amortissement est comptabilisée comme un ajustement de la valeur comptable des PGE, avec un impact positif et immédiat en résultat. Cet impact est non significatif en date d'arrêté.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Le Groupe ne cédant pas ses crédits, cette catégorie n'inclut que des titres. Ils sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur au moment de leur acquisition, en date de règlement et lors des arrêts ultérieurs, jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique spécifique des capitaux propres « Gains ou pertes latents ou différés », hors revenus courus.

Ces gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres ne sont constatés en compte de résultat, qu'en cas de cession ou de dépréciation (cf. § « 5.1.7 Décomptabilisation des actifs et passifs financiers » et « 5.1.8 Evaluation du risque de crédit »).

Les revenus courus ou acquis sont comptabilisés en résultat, selon la méthode du taux d'intérêt effectif, dans la rubrique « Intérêts et produits assimilés ».

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Ils sont comptabilisés lors de leur entrée au bilan à leur juste valeur, ainsi que lors des arrêts ultérieurs, et ce jusqu'à leur cession (cf. § « 3.1.7 Décomptabilisation des actifs et passifs financiers »). Les variations de juste valeur sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « *Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat* ».

Les revenus perçus ou courus des instruments financiers à la juste valeur par résultat sont enregistrés au compte de résultat en produits ou charges d'intérêts. Auparavant, ces intérêts étaient présentés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat », par cohérence avec des états réglementaires adressés à la BCE dans le cadre du Short Term Exercise (STE).

Les achats et ventes de titres évalués en juste valeur par résultat sont comptabilisés en date de règlement. Les variations de juste valeur entre la date de transaction et la date de règlement sont comptabilisées en résultat.

Instruments de capitaux propres acquis

Les instruments de capitaux propres acquis (actions notamment) sont classés :

- En juste valeur par résultat, ou,
- Sur option, en juste valeur par capitaux propres, lors de la comptabilisation initiale, de manière irrévocable dès lors qu'ils ne sont pas détenus à des fins de transaction.

Le Crédit Mutuel Océan n'a pas souhaité émettre de principes « Groupe » quant à l'usage de l'option à la juste valeur par capitaux propres. Chaque Groupe régional classe ses instruments en fonction de son propre modèle de gestion. Généralement, les instruments de capitaux propres qui ont été classés sur option dans cette catégorie correspondent à des détentions d'ordre stratégique.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Les actions et autres instruments de capitaux propres sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur au moment de leur acquisition, et lors des arrêts ultérieurs, jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique spécifique des capitaux propres « Gains ou pertes latents ou différés ».

Ces gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres ne sont jamais constatés en compte de résultat, y compris en cas de cession (cf. § « 5.1.7 Décomptabilisation des actifs et passifs financiers »). Seuls les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont enregistrés en compte de résultat, dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

Les achats et ventes de titres sont comptabilisés en date de règlement.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Les instruments de capitaux propres sont comptabilisés de manière identique aux instruments de dettes à la juste valeur par résultat (cf. ci-avant).

5.1.2 – Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés dans l'une des deux catégories suivantes :

Les passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat

- Ceux encourus à des fins de transaction, incluant par défaut les instruments dérivés passifs qui ne sont pas qualifiés d'instruments de couverture, et,

▪ Les passifs financiers non dérivés que le Groupe a classé dès l'origine pour être évalués en juste valeur par résultat (option juste valeur). Cela inclut :

- Les instruments financiers contenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables,
- Les instruments présentant, sans application de l'option juste valeur, une incohérence de traitement comptable par rapport à un autre instrument lié,
- Les instruments appartenant à un groupe d'actifs financiers évalués et gérés en juste valeur.

La comptabilisation des variations de juste valeur, résultant du risque de crédit propre des dettes désignées en juste valeur par résultat sur option, est constatée en gains ou pertes latents ou différés dans les capitaux propres non recyclables.

Le Groupe est marginalement concerné par la problématique du risque de crédit propre.

Les passifs financiers évalués au coût amorti

Ils regroupent les autres passifs financiers non dérivés. Cela concerne les dettes envers la clientèle et les établissements de crédit, les dettes représentées par un titre (bons de caisse, titres du marché interbancaire, emprunt obligataire...), les dettes subordonnées, à terme ou à durée indéterminée, non classées en juste valeur par résultat sur option.

Les dettes subordonnées sont séparées des autres dettes représentées par un titre, car leur remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers. Les titres seniors non préférés créés par la loi Sapin 2 sont classés parmi les dettes représentées par un titre.

Ces passifs sont comptabilisés à leur juste valeur, lors de leur entrée dans le bilan, puis sont valorisées, lors des arrêts suivants, au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour les titres émis, la juste valeur initiale est leur valeur d'émission, le cas échéant, diminuée des coûts de transaction.

Contrats d'épargne réglementée

Parmi les passifs au coût amorti figurent les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL). Il s'agit de produits réglementés français accessibles à la clientèle (personnes physiques).

Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- Un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- Un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché. Une provision est constituée au passif du bilan, afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en termes de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en termes de conditions réglementées de PEL et de CEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

5.1.3 – Distinction dettes et capitaux propres

Selon l'interprétation IFRIC 2, les parts de sociétaires sont des capitaux propres, si l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement ou, s'il existe des dispositions légales ou statutaires interdisant ou limitant fortement le remboursement. En raison des dispositions statutaires et légales existantes, les parts sociales, émises par les structures composant l'entité consolidante du Groupe Crédit Mutuel Océan, sont comptabilisées en capitaux propres.

Les autres instruments financiers émis par le Groupe sont comptablement qualifiés d'instruments de dettes, dès lors qu'il existe une obligation contractuelle pour le Groupe de délivrer de la trésorerie aux détenteurs de titres. C'est notamment le cas pour tous les titres subordonnés émis par le Groupe.

5.1.4 – Opérations en devises

Les actifs et passifs financiers libellés dans une devise autre que la devise fonctionnelle sont convertis au taux de change à la date de clôture.

Actifs ou passifs financiers monétaires

Les gains ou pertes de change provenant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat, sous la rubrique « gains ou pertes nets sur portefeuille à la juste valeur par résultat ».

Actifs ou passifs financiers non monétaires

Les gains ou pertes de change provenant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat sous la rubrique « gains ou pertes nets sur portefeuille à la juste valeur par résultat » si l'élément est classé en juste valeur par résultat ou parmi les plus ou moins-values latentes ou différées lorsqu'il s'agit d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres.

5.1.5 – Dérivés et comptabilité de couverture

IFRS 9 permet aux entités de choisir, lors de la première application, d'appliquer les nouvelles dispositions en termes de comptabilité de couverture, ou de maintenir celles d'IAS 39.

Le Groupe Crédit Mutuel a choisi de conserver les dispositions d'IAS 39. Des informations complémentaires en annexe ou dans le rapport de gestion sont, en revanche, incluses sur la gestion des risques et les effets de la comptabilité de couverture sur les états financiers, conformément à IFRS 7 révisé.

En outre, les dispositions prévues dans IAS 39 pour la couverture de valeur du risque de taux d'un portefeuille d'actifs ou passifs financiers, telles qu'adoptées par l'Union Européenne, continuent de s'appliquer.

Les instruments financiers dérivés sont des instruments qui présentent les trois caractéristiques suivantes :

- Leur valeur fluctue en fonction de la variation d'un sous-jacent (taux d'intérêt, cours de change, actions, indices, matières premières, notations de crédit, etc.) ;
- Ils ne requièrent qu'un investissement initial faible ou nul ;
- Leur règlement intervient à une date future.

Le Groupe Crédit Mutuel Océan traite des instruments dérivés simples (swaps), principalement de taux et classés essentiellement en niveau 2 de la hiérarchie de valeur (cf. note 10).

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur au bilan parmi les actifs ou passifs financiers. Ils sont comptabilisés par défaut comme des instruments de transaction, sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments de couverture.

Détermination de la juste valeur des dérivés

La majorité des dérivés de gré à gré, swaps, accords de taux futurs, caps, floors et options simples est valorisée selon des modèles standards, communément admis (méthode d'actualisation des flux futurs, modèle de Black and Scholes, techniques d'interpolation), fondés sur des données observables dans le marché (par exemple des courbes de taux). La valorisation de ces modèles est ajustée, afin de tenir compte des risques de liquidité et de crédit, associés à l'instrument ou au paramètre concerné, des primes de risques spécifiques destinées à compenser certains surcoûts qu'induirait la stratégie de gestion dynamique associée au modèle dans certaines conditions de marché et le risque de contrepartie présent dans la juste valeur positive des dérivés de gré à gré. Ce dernier inclut le risque de contrepartie propre présent dans la juste valeur négative des dérivés de gré à gré.

Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte. Une approche de portefeuille est le plus souvent retenue pour un facteur de risque donné.

Les dérivés sont comptabilisés en actifs financiers, lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers, lorsqu'elle est négative.

Classification des dérivés et comptabilité de couverture

Dérivés classés en actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Par défaut, tous les dérivés non qualifiés d'instruments de couverture selon les normes IFRS sont classés dans les catégories « *actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat* », même si économiquement, ils ont été souscrits en vue de couvrir un ou plusieurs risques.

Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est une composante d'un instrument hybride qui, séparé de son contrat hôte, répond à la définition d'un dérivé. Il a notamment pour effet de faire varier certains flux de trésorerie de manière analogue à celle d'un dérivé autonome.

Ce dérivé est détaché du contrat hôte qui l'abrite pour être comptabilisé séparément en tant qu'instrument dérivé en juste valeur par résultat lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il répond à la définition d'un dérivé.
- L'instrument hybride abritant ce dérivé incorporé n'est pas évalué en juste valeur par résultat.
- Les caractéristiques économiques du dérivé et ses risques associés ne sont pas considérés comme étroitement liés à ceux du contrat hôte.
- L'évaluation distincte du dérivé incorporé à séparer est suffisamment fiable pour fournir une information pertinente.

Sous IFRS 9, seuls les dérivés incorporés à des passifs financiers peuvent être détachés du contrat hôte pour être comptabilisés séparément.

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique « *Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat* ».

Comptabilité de couverture

Risques couverts

Le Groupe Crédit Mutuel ne couvre comptablement que le risque de taux, via la micro-couverture ou plus largement par le biais de la macro-couverture (cf. ci-après pour les impacts comptables).

La micro-couverture est une couverture partielle des risques qu'encaisse une entité sur les actifs et passifs qu'elle détient. Elle s'applique spécifiquement à un ou à plusieurs actifs ou passifs pour lesquels l'entité couvre le risque de variation défavorable d'un type de risque, à l'aide de dérivés.

La macro-couverture vise à immuniser l'ensemble du bilan du Groupe contre des évolutions défavorables, notamment des taux.

La gestion globale du risque de taux est décrite dans le rapport de gestion, tout comme les autres risques (change, crédit,) qui peuvent faire l'objet d'une couverture économique se traduisant par l'adossement naturel des actifs/passifs ou la comptabilisation des dérivés en transaction.

La micro-couverture s'effectue notamment dans le cadre des asset swaps, qui vise généralement à transformer un instrument à taux fixe en instrument à taux variable.

Trois formes de relation de couverture sont possibles. Le choix de la relation de couverture est effectué en fonction de la nature du risque couvert :

- La couverture de juste valeur permet de couvrir l'exposition aux variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers.
- La couverture de flux de trésorerie sert à couvrir l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'actifs ou passifs financiers, d'engagements fermes ou de transactions futures.
- La couverture d'investissements nets en devises est comptabilisée comme la couverture de flux de trésorerie, elle n'a pas été utilisée par le Groupe.

Les dérivés de couverture doivent satisfaire aux différents critères requis par la norme IAS 39 pour être comptablement qualifiés d'instruments de couverture. En particulier :

- L'instrument de couverture et l'élément couvert doivent tous deux être éligibles à la comptabilité de couverture.
- La relation entre l'élément couvert et l'instrument de couverture doit être formellement documentée, dès la mise en place de la relation de couverture. Cette documentation spécifie notamment les objectifs de gestion du risque de la direction, la nature du risque couvert, la stratégie sous-jacente ainsi que les modalités de mesure de l'efficacité de couverture.
- L'efficacité de cette couverture doit être démontrée, lors de la mise en place de la relation de couverture, puis tout au long de sa durée de vie, au moins à chaque date d'arrêt. Le rapport, entre la variation de valeur ou de résultat de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert, doit se situer dans un intervalle de 80% à 125%.

Le cas échéant, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur base prospective.

Couverture de juste valeur d'actifs ou de passifs financiers identifiés

Dans le cas d'une relation de couverture de juste valeur, les dérivés sont réévalués à leur juste valeur par contrepartie du compte de résultat dans la rubrique « *gains ou pertes nets sur instruments financiers en juste valeur par résultat* » symétriquement à la réévaluation des éléments couverts en résultat, liée au risque couvert. Cette règle s'applique également, si l'élément couvert est comptabilisé au coût amorti ou, s'il s'agit d'un instrument de dettes classé en « *Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres* ». Les variations de juste valeur de l'instrument de couverture et de la composante risque couverte se compensent partiellement ou totalement, il ne reste en résultat que l'éventuelle inefficacité de la couverture. Elle peut résulter de :

- La composante « risque de contrepartie » intégrée dans la valeur des dérivés.
- La différence de courbe de valorisation entre les éléments couverts et de couverture. En effet, les swaps sont valorisés avec une courbe OIS s'ils sont collatéralisés ou avec une courbe BOR dans le cas inverse. Les éléments couverts sont valorisés avec une courbe Bor.

La partie correspondante au réescompte de l'instrument financier dérivé est portée au compte de résultat, dans la rubrique « *Produits et charges d'intérêts* », symétriquement aux produits ou charges d'intérêts relatifs à l'élément couvert.

En cas d'interruption de la relation de couverture ou de non-respect des critères d'efficacité, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée sur une base prospective. Les dérivés de couverture sont transférés en « *actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat* » et sont comptabilisés selon les principes applicables à cette catégorie. La valeur au bilan de l'élément couvert n'est postérieurement plus ajustée pour refléter les variations de juste valeur. Dans le cas d'instruments de taux identifiés initialement couverts, la réévaluation est amortie sur sa durée de vie résiduelle. Si les éléments couverts ne figurent plus au bilan du fait notamment de remboursements anticipés, les ajustements cumulés sont immédiatement portés en compte de résultat.

Dérivés de macro-couverture

Le Groupe utilise les possibilités offertes par la Commission européenne pour la comptabilisation de ses opérations de macro-couverture. En effet, les modifications apportées par l'Union Européenne à la norme IAS 39 (« carve-out ») permettent d'inclure les dépôts à vue de la clientèle dans les portefeuilles de passifs à taux fixes couverts et, de ne mesurer aucune inefficacité en cas de sous-couverture. Les dépôts à vue sont intégrés en fonction des lois d'écoulement définies par la gestion de bilan.

Pour chaque portefeuille d'actifs ou de passifs financiers portant un taux fixe, l'efficacité de la relation de couverture est vérifiée à travers :

- Un test d'absence de sur-couverture : le Groupe s'assure que prospectivement et rétrospectivement, l'échéancier des éléments couverts est supérieur aux dérivés de couverture.
- Un test de non disparition de l'élément couvert qui consiste à s'assurer que la position maximale couverte historiquement est inférieure au nominal du portefeuille couvert à la date d'arrêt pour chaque bande de maturité future et chaque génération de taux.
- Un test quantitatif : un test quantitatif destiné à s'assurer rétrospectivement que les variations de juste valeur de l'instrument synthétique modélisé compensent les variations de juste valeur des instruments de couverture.

Les sources d'inefficacité liées à la macro-couverture résultent des décalages des courbes utilisés pour modéliser les portefeuilles couverts et les dérivés de couverture, et des éventuels décalages de tombées d'intérêts de ces éléments.

Le traitement comptable des instruments dérivés de macro-couverture de juste valeur est similaire à celui des dérivés de couverture de juste valeur.

Les variations de juste valeur des portefeuilles couverts sont enregistrées au bilan dans la rubrique « *Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux* » par la contrepartie du compte de résultat

Couverture de flux de trésorerie

Dans le cas d'une relation de couverture de flux de trésorerie, les dérivés sont réévalués au bilan en juste valeur, par contrepartie des capitaux propres pour la partie efficace. La partie considérée comme inefficace est enregistrée au compte de résultat, dans la rubrique « *Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat* ».

Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris en résultat, dans la rubrique « *Produits et charges d'intérêts* », au même rythme que les flux de l'élément couvert affectent le résultat.

Les éléments couverts restent comptabilisés conformément aux règles spécifiques à leur catégorie comptable. En cas d'interruption de la relation de couverture ou de non-respect des critères d'efficacité, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée. Les montants cumulés inscrits en capitaux propres, au titre de la réévaluation du dérivé de couverture, sont maintenus en capitaux propres, jusqu'à ce que la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou, lorsqu'il est déterminé qu'elle ne se réalisera pas. Ces montants sont alors transférés en résultat.

En cas de disparition de l'élément couvert, les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont immédiatement transférés en résultat.

5.1.6 – Garanties financières et engagements de financement

Les garanties financières sont assimilées à un contrat d'assurance, lorsqu'elles prévoient des paiements spécifiques à effectuer pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il encourt, en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié à effectuer un paiement à l'échéance en vertu d'un instrument de dette.

Conformément à IFRS 4, ces garanties financières restent évaluées selon les normes françaises, soit en hors-bilan, dans l'attente d'un complément normatif qui devrait parfaire le dispositif actuel. Par conséquent, ces garanties font l'objet d'une provision au passif en cas de sortie de ressource probable.

En revanche, les contrats de garanties financières qui prévoient des paiements en réponse aux variations d'une variable financière (prix, notation ou indice de crédit, ...) ou d'une variable non financière, à condition que dans ce cas la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat, entrent dans le champ d'application d'IFRS 9. Ces garanties sont alors traitées comme des instruments dérivés.

Les engagements de financement qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9, ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions, conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

5.1.7 – Décomptabilisation des actifs et passifs financiers

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent (cas des renégociations commerciales), ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier, et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Lors de la décomptabilisation d'un :

- Actif ou passif financier au coût amorti ou à la juste valeur par résultat, un gain ou une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif ou passif et la valeur de la contrepartie reçue/versée.
- Instrument de dettes à la juste valeur par capitaux propres : les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat, ainsi que les plus et moins-values de cession.
- Instrument de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres : les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres ainsi que les plus et moins-values de cession sont constatées en réserves consolidées, sans transiter par le compte de résultat.

Le Groupe décomptabilise un passif financier lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration. Un passif financier peut également être décomptabilisé en cas de modification substantielle de ses conditions contractuelles ou d'échange avec le prêteur contre un instrument dont les conditions contractuelles sont substantiellement différentes.

5.1.8 – Evaluation du risque de crédit

Le modèle de dépréciation de la norme IFRS 9 est fondé sur une approche « pertes attendues de crédit ». Dans ce modèle, les dépréciations sont constatées, pour les actifs financiers n'ayant pas fait l'objet d'indications objectives de pertes à titre individuel, à partir d'historique de pertes observées mais aussi de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie.

Ainsi, ce modèle de dépréciation de la norme IFRS 9 s'applique à l'ensemble des instruments de dettes évalués au coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres, ainsi qu'aux engagements de financement et aux garanties financières. Ces encours sont répartis en 3 catégories :

- **Statut 1 – encours sains non dégradés** : provisionnement sur la base des pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir) dès l'entrée au bilan des actifs financiers, et tant qu'aucune augmentation significative du risque de crédit n'est constatée depuis la comptabilisation initiale.
- **Statut 2 – encours sains dégradés** : provisionnement sur la base des pertes de crédit attendues à maturité (résultant de risques de défauts sur toute la durée de vie résiduelle de l'instrument) dès lors qu'une augmentation significative du risque de crédit est constatée depuis la comptabilisation initiale.
- **Statut 3 – encours douteux** : catégorie regroupant les actifs financiers pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt. Cette catégorie équivaut au périmètre des encours dépréciés individuellement sous IAS 39.

Pour les statuts 1 et 2, la base de calcul des produits d'intérêt est la valeur brute de l'actif avant dépréciation tandis que pour le statut 3, il s'agit de la valeur nette après dépréciation.

Gouvernance

Les modèles pour l'affectation dans les compartiments, les scénarios prospectifs et les méthodologies de calcul des paramètres constituent le socle méthodologique des calculs de dépréciation. Ils sont validés au plus haut niveau du Groupe et ont vocation à être appliqués dans l'ensemble des entités en fonction des portefeuilles concernés.

L'ensemble du socle méthodologique puis toute modification de méthodologie, de pondération des scénarios ou de calcul des paramètres ainsi que le calcul des provisions devront faire l'objet d'une validation par les instances dirigeantes du Groupe Crédit Mutuel Océan.

Les instances dirigeantes se composent des organes de surveillance et exécutifs tels que définis par l'article 10 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne. Compte-tenu des spécificités de l'organisation non centralisée du Groupe Crédit Mutuel Océan, les organes de surveillance et de Direction se répartissent en deux niveaux : le national et le régional.

Le principe de subsidiarité, en vigueur au sein du Groupe Crédit Mutuel Océan, préside à la répartition des rôles entre le national et le régional, tant en mode projet que pour le fonctionnement en mode pérenne du dispositif de calcul de la dépréciation des actifs.

⇒ Au niveau national, le GT Bâle 3 approuve les procédures, les modèles et les méthodologies nationales à appliquer par les Groupes régionaux.

⇒ Au niveau régional, les Groupes régionaux ont en charge le calcul de leurs provisions IFRS 9 au sein de leurs entités, sous la responsabilité et le contrôle de leurs organes exécutifs et de surveillance respectifs.

Définition de la frontière entre les statuts 1 et 2

Le Groupe s'appuie sur les modèles développés pour les besoins prudentiels et a ainsi retenu un découpage similaire de ses encours :

- Les portefeuilles LDP (« Low Default Portfolio », portefeuille à faible nombre de défaut pour lequel le modèle de notation repose sur une évaluation expert) : Grands comptes, Banques, Collectivités locales, Souverains, Financements spécialisés. Ces portefeuilles sont composés de produits tels que les crédits de fonctionnement, crédits de fonctionnement court terme, comptes courant...
- Les portefeuilles HDP (« High default Portfolio », portefeuille qui présente un nombre de défaut suffisant pour établir un modèle de notation statistique) : Corporate de masse, Retail. Ces portefeuilles sont composés entre autres des produits prêts à l'habitat, crédit à la consommation, revolving, comptes courant...

L'augmentation significative du risque de crédit, qui implique un transfert d'un encours de statut 1 à statut 2, s'apprécie en :

- Tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables, et
- En comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec celui à la date de la comptabilisation initiale.

Pour le Groupe, cela se traduit par la mesure du risque au niveau de l'emprunteur, le système de notation des contreparties du Groupe Crédit Mutuel étant commun à l'ensemble du Groupe.

L'ensemble des contreparties du Groupe éligibles aux approches internes, sont notées par le système. Celui-ci se fonde sur :

- Des algorithmes statistiques, ou « notations de masse », reposant sur un ou plusieurs modèles, basés sur une sélection de variables représentatives et prédictives du risque (HDP), ou,
- Des grilles de cotation élaborées par des experts (LDP).

L'évaluation de la variation du risque depuis la comptabilisation initiale est réalisée contrat par contrat. Contrairement au statut 3, le transfert d'un contrat d'un client en statut 2 n'entraîne pas le transfert de l'ensemble de ses encours ou de ceux de ses parties liées (absence de contagion).

A noter que le Groupe remet immédiatement en statut 1, toute exposition saine qui ne remplirait plus les critères d'entrée en statut 2 (tant qualitatifs que quantitatifs).

Le Groupe a démontré qu'une corrélation importante existe entre les probabilités de défaut à 12 mois et à terminaison, ce qui lui permet d'utiliser le risque de crédit à 12 mois, comme une approximation raisonnable de la variation du risque depuis la comptabilisation initiale ainsi que le permet la norme.

Critères quantitatifs

Sur les portefeuilles LDP, la frontière repose sur une matrice d'affectation qui met en rapport les notations internes à l'octroi et en date d'arrêté. Ainsi, plus la cotation à l'octroi est risquée, plus la tolérance relative du Groupe face à une dégradation significative du risque est faible.

Sur les portefeuilles HDP, depuis le 31 décembre 2023, le groupe est engagé dans l'adaptation des critères d'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit, en lien avec les recommandations émises par l'Autorité bancaire européenne et la Banque centrale européenne.

Selon ces nouveaux critères le Groupe a opté pour la simplification opérationnelle proposée par la norme permettant le maintien en Statut 1 des en cours présentant un risque faible en date d'arrêté dès lors que les trois conditions suivantes sont respectées :

- l'actif financier présente un risque de défaut faible ;
- l'emprunteur démontre une solide capacité à remplir ses obligations au titre des flux de trésorerie contractuels à verser à court terme ;
- cette capacité qu'a l'emprunteur de remplir ses obligations contractuelles à court terme n'est pas nécessairement diminuée du fait de changements défavorables dans les conditions économiques et commerciales à plus long terme.

Le risque de crédit est présumé avoir augmenté significativement lorsque la probabilité de défaut de l'instrument a été multipliée par au moins 3 depuis l'origination. Enfin, la formule de la courbe frontière, qui met en rapport la probabilité de défaut à l'octroi et la probabilité de défaut à la date d'arrêté a été revue afin de mieux refléter la dimension prospective au sein des portefeuilles HDP.

Critères qualitatifs

Le Groupe associe à ces données quantitatives, des critères qualitatifs tels que les impayés/retards de plus de 30 jours, la notion de crédits restructurés.

Des méthodes reposant exclusivement sur les critères qualitatifs sont utilisées pour les entités ou petits portefeuilles, classés prudemment en méthode standard et ne disposant pas de systèmes de notation.

Statuts 1 et 2 - calcul des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont évaluées en multipliant l'encours actualisé au taux du contrat, par sa probabilité de défaut (PD) et par le taux de pertes en cas de défaut (LGD). Le hors-bilan est converti en équivalent bilan sur la base de la probabilité de tirage.

La probabilité de défaut à 1 an est utilisée pour le statut 1 et la courbe de probabilité à terminaison (1 à 10 ans) pour le statut 2.

Ces paramètres reposent sur un socle commun aux modèles prudentiels, les formules étant adaptées aux besoins IFRS 9. Ils sont utilisés tant pour l'affectation aux statuts que pour le calcul des pertes attendues.

Probabilités de défaut

Elles reposent pour :

- Les portefeuilles à fort taux de défaut, sur les modèles homologués en méthode IRB-A.
- Les portefeuilles à faible taux de défaut, sur une échelle de probabilité de défaut externe établie sur une profondeur d'historique remontant à 1981.

Pertes en cas de défaut

Elles reposent pour :

- Les portefeuilles à fort taux de défaut, sur les flux de récupérations observés sur un historique long, actualisés aux taux d'intérêts des contrats, segmentés par type de produits et par type de garanties.
- Les portefeuilles à faible taux de défaut, sur des niveaux forfaitaires (60% sur les souverains et 40% sur le reste).

Facteur de conversion

Pour tous les produits, y compris les crédits revolving, ils servent à convertir les encours hors-bilan en équivalent bilan et reposent principalement sur les modèles prudentiels.

Dimension prospective

Pour le calcul des pertes de crédit attendues, la norme requiert la prise en compte des informations raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective.

L'élaboration de la dimension prospective requiert d'anticiper l'évolution de l'économie et de relier ces anticipations aux paramètres de risques. Cette dimension prospective est déterminée au niveau groupe est prise en compte à travers la modélisation des probabilités de défaut et par la déformation des matrices de migration de note interne (ou paramètre de risque).

Pour les portefeuilles à fort taux de défaut, la dimension prospective incluse dans la probabilité de défaut intègre trois scénarii (optimiste, neutre, pessimiste), qui seront pondérés en fonction de la vision du Groupe quant à l'évolution du cycle économique sur 5 ans (validation par les Directeurs Généraux des différents Groupes régionaux et du GCM). Ces scénarios sont élaborés par les économistes du Groupe, en tenant compte des données macroéconomiques (PIB, taux de chômage, taux d'inflation, taux d'intérêt court terme et long terme, ...) publiées par les institutions (FMI, Banque mondiale, BCE, OCDE).

Le poids à attribuer au scénario servant au calcul des pertes de crédit attendues est fixé à minima à 50 % pour le scénario central et le poids des deux scénarios alternatifs est défini selon l'évolution du cycle économique anticipée par les économistes du Groupe. Les pondérations sont actualisées à minima semestriellement.

L'approche prospective est ajustée pour intégrer des éléments qui n'auraient pas été capturés par les scénarios parce qu'ils sont :

- Récents, au sens où ils se sont produits quelques semaines avant la date d'arrêté des comptes.
- Non intégrables à un scénario : par exemple des évolutions réglementaires qui affecteront avec certitude et de façon significative les paramètres de risque et dont la mesure d'impact est possible moyennant le recours à certaines hypothèses.

Des ajustements post-modèles peuvent être considérés pour prendre en compte les conséquences d'incidents climatiques sur les pertes attendues ou les perspectives de dégradation de certains secteurs économiques.

Pour les portefeuilles à faible taux de défaut, l'incorporation des informations prospectives est appliquée sur les modèles grands comptes et banques, et non sur les modèles collectivités, souverains et financements spécialisés. Les effets des ajustements sont décrits ci-avant dans le paragraphe sur le risque de crédit.

Statut 3 – Encours douteux

En statut 3, une dépréciation est constatée dès lors qu'il existe une preuve objective de dépréciation, résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la mise en place du prêt – ou d'un groupe de prêts - susceptibles de générer une perte. Une analyse est faite à chaque arrêté contrat par contrat. La dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée, au taux d'intérêt effectif d'origine du prêt, des flux futurs estimés tenant compte de l'effet des garanties. En cas de taux variable, c'est le dernier taux contractuel connu qui est retenu.

Le Groupe Crédit Mutuel Océan applique la nouvelle définition du défaut prudentiel conformément aux lignes directrices de l'ABE, et aux normes techniques de réglementation sur les notions de seuils de matérialité applicables, dont les principaux éléments sont les suivants :

- L'analyse du défaut s'effectue au niveau de l'emprunteur et non plus au niveau du contrat.
- Le nombre de jours d'impayés/de retards s'apprécie au niveau d'un emprunteur (obligor) ou d'un groupe d'emprunteurs (joint obligor) ayant un engagement commun.
- Le défaut est déclenché lorsque 90 jours d'impayés/retard consécutifs sont constatés au niveau d'un emprunteur/groupe d'emprunteur. Le décompte du nombre de jours est lancé au franchissement simultané des seuils de matérialité absolus (100 € Retail, 500 € Corporate) et relatif (plus de 1 % des engagements bilan en retard). Le compte est réinitialisé dès le franchissement à la baisse d'un des deux seuils.
- Le périmètre de contagion du défaut s'étend à la totalité des créances de l'emprunteur, et aux engagements individuels des emprunteurs participant à une obligation de crédit conjointe.
- La période probatoire minimum est de trois mois avant retour au statut sain pour les actifs non restructurés.

Le Groupe Crédit Mutuel Océan a fait le choix de déployer la nouvelle définition du défaut selon l'approche en deux étapes proposée (*two-step approach*) par l'ABE :

- Etape 1 – Elle consiste à présenter une auto-évaluation et une demande d'autorisation auprès du superviseur. L'accord de déploiement a été obtenu par le Groupe en octobre 2019.
- Etape 2 – Elle consiste à implémenter dans les systèmes la nouvelle définition du défaut, puis à recalibrer les modèles après une période d'observation de 12 mois des nouveaux défauts.

Le Groupe estime que la nouvelle définition du défaut telle que requise par l'ABE est représentative d'une preuve objective de dépréciation au sens comptable. Le Groupe a ainsi aligné les définitions de défaut comptable (Statut 3) et prudentiel.

Actifs financiers dépréciés dès l'origine

Il s'agit de contrats dont la contrepartie est en douteux en date de comptabilisation initiale ou d'acquisition. Si l'emprunteur est en douteux en date d'arrêté, ils sont classés en Statut 3 ; sinon ils sont classés parmi les en cours sains, identifiés dans une catégorie « actifs dépréciés dès l'origine » et font l'objet d'un provisionnement selon la même méthode que les expositions en Statut 2, à savoir une perte attendue sur la durée de vie résiduelle du contrat.

Comptabilisation

Les dotations sur dépréciation et provision sont enregistrées dans le coût du risque. Les reprises de dépréciation et provision sont enregistrées en coût du risque, pour la partie relative à la variation du risque, et en marge d'intérêts, pour la partie relative au passage du temps. La dépréciation vient en moins de l'actif, pour les prêts et créances et la provision est positionnée au passif, dans le poste « provisions », pour les engagements de financement et de garantie. Pour les actifs en juste valeur par capitaux propres, la dépréciation constatée en coût du risque trouve sa contrepartie en « Gains ou pertes latents ou différés ».

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations et provisions correspondantes font l'objet d'une reprise.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant auquel un actif pourrait être vendu ou un passif transféré, entre des parties bien informées et consentantes, agissant dans des conditions de concurrence normales.

Lors de la comptabilisation initiale d'un instrument, la juste valeur est généralement le prix de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, cette juste valeur doit être déterminée. La méthode de détermination à appliquer varie selon que l'instrument est négocié sur un marché considéré comme actif ou pas.

Instruments négociés sur un marché actif

Lorsque les instruments sont négociés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée en fonction des prix cotés, car ils représentent alors la meilleure estimation possible de la juste valeur. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif, si des cours sont aisément et régulièrement disponibles (auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un intermédiaire ou encore sur un système de cotation) et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché, dans des conditions de concurrence normale.

Instruments négociés sur un marché non actif

Les données observables sur un marché sont à retenir, tant qu'elles reflètent la réalité d'une transaction dans des conditions normales à la date d'évaluation, et qu'il n'est pas nécessaire d'ajuster cette valeur de manière trop importante. Dans les autres cas, le Groupe utilise des données non observables, « mark-to-model ».

Lorsqu'il n'y a pas de données observables ou lorsque les ajustements des prix de marché nécessitent de se baser sur des données non observables, l'entité peut utiliser des hypothèses internes relatives aux flux de trésorerie futurs et de taux d'actualisation, comprenant les ajustements liés aux risques que le marché intégrerait. Ces ajustements de valorisation permettent d'intégrer, notamment, des risques qui ne seraient pas appréhendés par le modèle, des risques de liquidité associés à l'instrument ou au paramètre concerné, des primes de risque spécifiques destinées à compenser certains surcoûts qu'induirait la stratégie de gestion dynamique associée au modèle dans certaines conditions de marché.

Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte. Une approche de portefeuille est le plus souvent retenue pour un facteur de risque donné.

Dans tous les cas, les ajustements sont pratiqués par le Groupe de manière raisonnable et appropriée, en ayant recours au jugement.

Hiérarchie de juste valeur

Il existe trois niveaux de juste valeur des instruments financiers :

- Niveau 1 : prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ; sont notamment concernés les titres de créances cotés par au moins trois contributeurs et les dérivés cotés sur un marché organisé.
- Niveau 2 : des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix). Sont notamment présentés en niveau 2 les swaps de taux d'intérêt dont la juste valeur est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.
- Niveau 3 : des données relatives à l'actif ou au passif, qui ne sont pas des données observables de marché (données non observables). Figurent notamment dans cette catégorie les titres de participations non consolidées détenus ou non via les entités de capital-risque, dans les activités de marché, les titres de créances cotés par un seul contributeur et les dérivés utilisant principalement des paramètres non observables, ...

L'instrument est classé au même niveau de la hiérarchie que le plus bas niveau de la donnée d'entrée qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble. Compte tenu de la diversité et de la volumétrie des instruments valorisés en niveau 3, la sensibilité de la juste valeur à la variation des paramètres serait peu significative.

5.2 – Contrats de location

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur, pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

Un contrat de location financement est un contrat de location ayant pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif. Le transfert de propriété peut intervenir ou non, in fine.

Un contrat de location simple désigne tout contrat de location autre qu'un contrat de location financement.

Opérations de location financement bailleur

Conformément à IFRS 16, les opérations de location financement réalisées avec des sociétés extérieures au Groupe figurent au bilan consolidé, pour leurs encours déterminés d'après la comptabilité financière. Les opérations de location financement permettent de transférer aux locataires la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien loué.

Ainsi, l'analyse de la substance économique des opérations conduit :

- À sortir du bilan l'immobilisation louée.
- À constater une créance, en Actifs financiers au coût amorti, pour une valeur actualisée au taux implicite du contrat, des paiements de location à recevoir au titre du contrat de location-financement, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.
- Comptabiliser des impôts différés au titre des différences temporelles existantes tout au long de la vie de l'opération de location-financement.
- Comptabiliser en marge nette d'intérêt, le revenu net de l'opération de location, celui-ci étant représentatif du taux de rentabilité périodique constant sur l'encours restant dû.

Le risque de crédit sur les créances financières est évalué et comptabilisé selon IFRS 9 (Cf. § « 5.1.8 Evaluation du risque de crédit »).

Opérations de location financement preneur

Conformément à IFRS 16, les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan en contrepartie d'une dette en « autres passifs ». Les loyers versés sont ventilés entre charges d'intérêt et remboursement du principal de la dette.

5.3 – Provisions

Les dotations et reprises de provisions sont classées par nature dans les postes de charges et produits correspondants. Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable. Le montant de cette obligation est actualisé, le cas échéant, pour déterminer le montant de la provision.

Les provisions constituées par le Groupe couvrent notamment :

- Les risques opérationnels.
- Les engagements sociaux.
- Les risques d'exécution des engagements par signature.
- Les litiges et garanties de passif.
- Les risques fiscaux.
- Les risques liés à l'épargne logement.

5.4 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie regroupent les comptes de caisse, les dépôts, les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

Dans le cadre du tableau des flux de trésorerie, les OPCVM sont classés en activité « opérationnelle » et ne font donc pas l'objet d'un reclassement en trésorerie.

5.5 – Avantages au personnel

Les engagements sociaux font l'objet, le cas échéant, d'une provision comptabilisée dans le poste « Provisions ». Sa variation est comptabilisée dans le compte de résultat, dans le poste « charges de personnel », à l'exception de la part résultant des réévaluations des passifs nets issus des régimes à prestations définies, comptabilisés en capitaux propres.

Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies

Il s'agit des régimes de retraite, pré-retraite et retraite complémentaires dans lesquels le Groupe conserve une obligation formelle ou implicite d'assurer les prestations promises au personnel.

Les accords salariaux en vigueur au Crédit Mutuel Océan prévoient le versement d'une indemnité de fin de carrière payée lors du départ en retraite des personnels.

En couverture de cet engagement, depuis le 1^{er} janvier 1994, le Groupe Crédit Mutuel Océan a souscrit une assurance « indemnités fin de carrière » gérée par un organisme indépendant du Groupe.

Les engagements sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées, qui consiste à affecter les droits à prestations aux périodes de services, en application de la formule contractuelle de calcul des prestations du régime, puis actualisés à partir d'hypothèses démographiques et financières telles que :

- Le taux d'actualisation, déterminé par référence au taux long terme des emprunts du secteur privé en fonction de la durée des engagements.
- Le taux d'augmentation des salaires, évalué en fonction des tranches d'âges, des catégories Cadre/Non cadre et des caractéristiques régionales.
- Les taux d'inflation, estimés par comparaison entre les taux de l'OAT et de l'OAT inflaté pour les différentes maturités,
- Les taux de mobilité des salariés, déterminés par tranches d'âge, sur la base du ratio moyen sur 3 ans du nombre de démissions et licenciements, rapporté au nombre de salariés présents à la clôture de l'exercice en CDI,
- L'âge de départ en retraite : l'estimation est établie par individu sur la base de la date d'entrée réelle ou estimée dans la vie active et, des hypothèses liées à la loi portant sur la réforme des retraites, avec un plafonnement maximum à 67 ans.
- La mortalité selon la table INSEE TH/TF 00- 02.

Les différences générées par les changements de ces hypothèses et par les différences entre les hypothèses antérieures et les réalisations constituent des écarts actuariels. Lorsque le régime dispose d'actifs, ceux-ci sont évalués à la juste valeur et impactent le résultat pour leur rendement attendu. L'écart entre le rendement réel et le rendement attendu constitue également un écart actuariel.

Les écarts actuariels sont comptabilisés en autres éléments du résultat global. Les réductions et liquidations de régime génèrent une variation de l'engagement, qui est comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, dont les droits sont plafonnés en fonction d'un nombre d'années d'ancienneté et soumis à la présence du salarié en date de départ à la retraite

Conformément à la décision IFRIC du 20 avril 2021, l'engagement de retraite de tels régimes est constitué uniquement sur la période précédant l'âge de départ en retraite permettant d'atteindre le plafond (ou entre sa date d'entrée dans l'entreprise et celle de départ en retraite si cette durée est inférieure au plafond).

Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Les entités du Groupe cotisent à divers régimes de retraite gérés par des organismes indépendants du Groupe, pour lesquels elles ne conservent aucune obligation de paiement supplémentaire formelle ou implicite, notamment s'il s'avère que les actifs du fonds ne sont pas suffisants pour faire face aux engagements.

Ces régimes n'étant pas représentatifs d'engagement pour le Groupe, ils ne font donc pas l'objet d'une provision. Les charges sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel la cotisation est due.

Autres avantages à long terme

Il s'agit des avantages à verser, autres que ceux postérieurs à l'emploi et indemnités de fin de contrat, dont le paiement est attendu à plus de douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel le personnel a rendu les services correspondants, comme par exemple les médailles du travail.

L'engagement du Groupe, au titre des autres avantages à long terme, est chiffré selon la méthode des unités de crédits projetés. Cependant, les écarts actuariels sont immédiatement constatés en résultat de la période.

Les engagements au titre des médailles du travail sont parfois couverts par des contrats d'assurances. Seule la partie non couverte de cet engagement fait l'objet d'une provision.

Indemnités de fin de contrat de travail

Ces indemnités résultent de l'avantage accordé par le Groupe lors de la résiliation du contrat avant l'âge normal de départ en retraite ou, suite à la décision du salarié de partir volontairement en échange d'une indemnité.

Ces provisions font l'objet d'une actualisation dès lors que leur paiement est prévu dans un délai supérieur à douze mois après la date de clôture.

Avantages à court terme

Il s'agit des avantages dont le règlement est attendu dans les douze mois de la clôture de l'exercice autres que les indemnités de fin de contrat, tels que les salaires, cotisations de sécurité sociale, certaines primes. Une charge est comptabilisée au titre de ces avantages à court terme, sur l'exercice au cours duquel les services ayant donné droit à ces avantages ont été rendus à l'entreprise.

5.6 – Immobilisations

Immobilisations dont le Groupe est propriétaire

Les immobilisations inscrites au bilan comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation, ainsi que les immeubles de placement. Les immobilisations d'exploitation sont utilisées à des fins de production de services ou administrative. Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et/ou pour valoriser le capital investi. Ils sont enregistrés, de la même façon que les immeubles d'exploitation, selon la méthode du coût historique.

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées selon la méthode du coût historique amorti, c'est-à-dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle nette des coûts de sortie. La durée d'utilité des immobilisations étant généralement égale à la durée d'utilité attendue du bien, il n'est pas constaté de valeur résiduelle.

Les immobilisations sont amorties sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise selon son propre rythme de consommation estimée des avantages économiques. Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéfinie ne sont pas amorties.

Les dotations aux amortissements concernant les immobilisations d'exploitation sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations / reprises sur amortissements et dépréciations des immobilisations d'exploitation » du compte de résultat.

Les dotations aux amortissements concernant les immeubles de placement sont comptabilisées sous la rubrique « Charges des autres activités » du compte de résultat.

Les fourchettes de durées d'amortissement retenues sont :

Immobilisations corporelles :

▪ Terrain aménagements réseaux	: 15-30 ans
▪ Constructions – gros œuvre structure	: 20-80 ans (en fonction du type d'immeuble concerné)
▪ Constructions – équipements	: 10-40 ans
▪ Agencements et installations	: 5-15 ans
▪ Mobilier et matériel de bureau	: 5-10 ans
▪ Matériel de sécurité	: 3-10 ans
▪ Matériel roulant	: 3-5 ans
▪ Matériel informatique	: 3-5 ans

Immobilisations incorporelles :

▪ Logiciels acquis ou créés en interne	: 1-3 ans
▪ Fonds de commerce acquis	: 9-10 ans (si acquisition de portefeuille de contrats clientèle)

Les immobilisations amortissables font l'objet de tests de dépréciation lorsqu'à la date de clôture des indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation une fois par an.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la valeur recouvrable de l'actif est comparée à sa valeur nette comptable. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat ; elle modifie la base amortissable de l'actif de manière prospective. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation.

La valeur nette comptable après reprise de perte de valeur ne peut pas être supérieure à la valeur nette comptable qui aurait été calculée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

Les dépréciations concernant les immobilisations d'exploitation sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations / reprises sur amortissements et dépréciations des immobilisations d'exploitation » du compte de résultat.

Les dépréciations concernant les immeubles de placement sont comptabilisées sous la rubrique « Charges des autres activités » (pour les dotations) et « Produits des autres activités » (pour les reprises) du compte de résultat.

Les plus et moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « Gains ou pertes nets sur autres actifs ».

Les plus et moins-values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « Produits des autres activités » ou « Charges des autres activités ».

Compte tenu de la faiblesse du poste « Immeubles de placement », il n'est pas fait d'évaluation de la juste valeur.

Immobilisations dont le Groupe est locataire

La définition des contrats de location implique d'une part, l'identification d'un actif et, d'autre part, le contrôle par le preneur du droit d'utilisation de cet actif.

Côté preneur, les contrats de location sont comptabilisés selon un modèle unique, avec constatation :

- D'un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué pendant la durée du contrat,
- En contrepartie d'une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers,
- D'un amortissement linéaire de l'actif et de charges d'intérêts dégressives au compte de résultat.

Le Groupe active principalement ses contrats immobiliers. Les matériels informatiques et de sécurité ont été écartés au motif de leur caractère substituable, conformément à la norme. Seul un nombre limité de contrats informatiques, jugés significatifs, a été activé. D'autres actifs sous-jacents ont pu être écartés via les exemptions de courte durée et de faible valeur (fixée à 5 K€). Le Groupe n'a pas de contrat de location pouvant donner lieu à la comptabilisation d'actif incorporel ou d'immeuble de placement.

Ainsi, les droits d'utilisation sont enregistrés en « immobilisations corporelles », et les obligations locatives en « autres passifs ». Les droits d'utilisation et les obligations locatives font l'objet d'impôts différés actifs ou passifs pour le montant net des différences temporelles imposables et déductibles.

Au compte de résultat, les charges d'intérêt figurent en « marge d'intérêt » tandis que les dotations aux amortissements sont présentées dans la rubrique dédiée des frais généraux.

Pour le calcul de l'obligation locative sont utilisés :

- La durée du contrat location. Celle-ci représente a minima la période non résiliable du contrat et peut être allongée pour tenir compte de toute option de renouvellement/prorogation que le Groupe est raisonnablement certain d'exercer. Au regard de la déclinaison opérationnelle de la méthodologie Groupe, tout nouveau bail commercial 3/6/9 sera activé sur une durée de 9 ans par défaut (ou sur une durée égale à sa période non résiliable s'agissant d'un autre type de bail). La durée de tout contrat en tacite prorogation sera allongée jusqu'à la date de fin du plan moyen terme, horizon raisonnable de poursuite du contrat. Sur les baux 3/6/9 en exception, le contrat sera activé sur une durée de 12 ans, le Groupe ne bénéficiant pas d'incitation économique à rester au-delà, au regard du déplaçonnement des loyers après cette période.
- Le taux d'actualisation est le taux marginal d'endettement correspondant à la durée retenue. Il s'agit d'un taux amortissable par centrale de refinancement du groupe et par devise.
- Le loyer hors taxes. Le groupe est marginalement concerné par les loyers variables.

5.7 – Commissions

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions directement liées à la mise en place du prêt sont étalées selon la méthode du taux d'intérêt effectif (cf. note 5.1).

Les commissions rémunérant un service continu sont prises en compte sur la durée de la prestation rendue.

Les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont comptabilisées au compte de résultat intégralement lors de l'exécution de cet acte.

5.8 – Impôts sur les résultats

Les impôts sur les résultats comprennent l'ensemble des impôts assis sur le résultat, exigibles ou différés. Les impôts exigibles sur les résultats sont calculés selon les règles fiscales en vigueur.

Le Groupe comptabilise la Contribution Economique Territoriale (CET), composée de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), comme une charge opérationnelle et donc, ne constate pas d'impôts différés dans les comptes consolidés.

Impôts différés

En application d'IAS 12, des impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre la valeur fiscale et la valeur comptable des éléments du bilan consolidé.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable par référence au taux de l'impôt sur les sociétés connues à la clôture de l'exercice, et applicable au cours des exercices suivants.

Des actifs nets des passifs d'impôts différés sont constatés lorsque leur probabilité d'utilisation est élevée. Les impôts exigibles ou différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge, à l'exception de ceux afférents aux gains ou pertes latents ou différés comptabilisés en capitaux propres, pour lesquels l'impôt différé est imputé directement sur cette rubrique.

Les impôts différés actifs ou passifs sont compensés quand ils trouvent leur origine au sein d'une même entité ou groupe fiscal, relèvent de la même autorité fiscale, et lorsqu'il existe un droit légal de compensation.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

Amendement à IAS 12 – Réforme fiscale internationale – modèle de règles du Pilier 2

Les règles du Pilier 2 de l'OCDE, reprises par la Directive (UE) 2022/2523 et transposées en France par l'article 33 de la loi de Finances 2024, ont pour but d'instaurer un niveau minimum d'imposition mondial pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure dans l'Union Européenne. Selon celles-ci, un impôt complémentaire est à payer si le taux effectif d'imposition selon les règles Global Anti-Base Erosion (GLoBe) de l'OCDE par juridiction est inférieur à 15%.

IAS 12 prévoit une exemption temporaire obligatoire de comptabilisation des impôts différés liés à Pilier 2. Un chantier a été lancé en mode projet sur 2023 afin de recenser la liste des juridictions et d'estimer la charge d'impôt courant liée à Pilier 2 dès 2024. L'impact lié à cette réforme fiscale est non significatif pour le groupe.

Incertitudes relatives au traitement portant sur l'impôt sur le résultat

Conformément à IFRIC 23, le groupe évalue la probabilité que l'administration fiscale accepte ou non une position retenue. Il en déduit les conséquences sur le résultat fiscal, les bases fiscales, les déficits reportables, les crédits d'impôts non utilisés et les taux d'imposition.

En cas de position fiscale incertaine, les montants à payer sont estimés sur la base du montant le plus probable ou de la valeur attendue selon la méthode qui reflète la meilleure anticipation du montant qui sera payé ou reçu.

Intégration fiscale

Il n'y pas d'intégration fiscale dans le Groupe Crédit Mutuel Océan.

5.9 – Intérêts pris en charge par l'état de certains prêts

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du Groupe accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. Par conséquent, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification égale au différentiel de taux qui existe entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. De ce fait, il n'est pas constaté de décote sur les prêts bénéficiant de ces bonifications.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à l'IAS 20.

5.10 – Jugements et estimations utilisés dans l'élaboration des états financiers

L'élaboration des états financiers du groupe exige la formulation d'hypothèses afin d'effectuer les évaluations nécessaires et comportent des risques et des incertitudes concernant leur réalisation dans le futur, notamment dans le contexte des conflits russo-ukrainien et au Moyen-Orient et des conditions macro-économiques existantes en date de clôture.

Les réalisations futures peuvent être influencées par plusieurs facteurs, notamment :

- Les activités des marchés nationaux et internationaux.
- Les fluctuations des taux d'intérêt et de change.
- La conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays.
- les changements climatiques et environnementaux.
- Les modifications de la réglementation ou de la législation.

Les estimations comptables nécessitant la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- Juste valeur des instruments financiers non cotés sur un marché actif, la définition d'une transaction forcée ainsi que la définition de ce qu'est un paramètre observable, sont des notions qui requièrent le jugement. Cf. note « Instruments négociés sur un marché non actif » p38
- Régimes de retraites et autres avantages futurs sociaux.
- Dépréciation sur actifs, notamment les pertes de crédits attendues.
- Provisions, dépréciations sur actifs incorporels.

Note 6 – Information sectorielle (IFRS 8)

L'activité centrale du Groupe Crédit Mutuel Océan est la banque de détail, activité exclusivement développée sur le territoire français. Il n'exerce pas, sur des volumes significatifs d'activité distincte de celle-ci. Conformément au reporting interne, le Groupe n'opère donc pas une ventilation sectorielle de ses activités.

Note 7 – Normes et interprétations adoptées par l'union européenne et non encore appliquées

7.1 – Normes et interprétations adoptées par l'union européenne

L'IASB a publié le 9 avril 2024 la nouvelle norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers », qui remplacera la norme IAS 1 à partir du 1^{er} janvier 2027, sous réserve d'adoption par l'Union Européenne. La norme sera d'application rétrospective.

Cette nouvelle norme reprend en grande partie les exigences d'IAS 1. Les nouvelles exigences concerneront particulièrement la présentation du compte de résultat, les informations présentées au titre des mesures de performance définies par la direction et l'agrégation ou la désagrégation des informations quantitatives présentées dans les états financiers.

Les impacts pour le Groupe sont en cours d'évaluation.

7.2 – Evénements postérieurs à la clôture

Le Groupe Crédit Mutuel Océan est totalement mobilisé pour faire face au contexte d'incertitudes macro-économiques et politiques accrues liés à la guerre israélo-américaine contre l'Iran, entraînant une hausse du prix des matières premières notamment énergétique, une volatilité des marchés financiers et potentiellement une menace d'une stagflation et de resserrement monétaire.

Dans ce contexte, le Groupe suit de manière constante la qualité de ses engagements de crédit et la valorisation de ses portefeuilles. Il possède un dispositif de gouvernance et de pilotage des risques robuste. Les impacts comptables et prudentiels de cette situation ne pourront être évalués qu'ultérieurement.

Le Groupe conserve sa politique de provisionnement prudente. Il tient compte du contexte d'incertitudes macroéconomiques et géopolitiques persistant qui pourrait entraîner une dégradation de la qualité du portefeuille de crédits.

La persistance des tensions sur les marchés financiers pourrait entraîner une moindre valorisation de ses portefeuilles d'instruments financiers (obligations, actions et dérivés).

Pour autant, le Groupe Crédit Mutuel Océan bénéficie d'une solidité financière lui permettant le cas échéant, de faire face une situation économique dégradée. Les niveaux de capital, fonds propres et des ratios qui en découlent sont ainsi au 31/12/2025 de ratio de solvabilité global = 34 %, ratio de levier = 8.40 %.

La loi de finances pour 2026, définitivement adoptée le 2 février 2026, a prorogé pour un an la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Les entreprises concernées en 2026 sont celles qui réalisent en France un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 1,5 milliards d'euros en 2025 ou en 2026 (contre 1 milliard d'euros en 2025). Cette contribution 2026 est assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû au titre de 2025 et 2026.

Le chiffre d'affaires du groupe CMO étant inférieur à ces seuils, il n'est pas soumis à cette contribution.

Note 8 – Informations sur les postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives au bilan

8.1 – Actifs et passifs sur les établissements de crédit

8.1.a – Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	2025	2024
Caisse, Banques centrales		
Banques centrales	0	0
<i>dont réserves obligatoires</i>	0	0
Caisse	32 278	33 818
Total	32 278	33 818
Prêts et créances sur les établissements de crédit		
Créances saines (S1/S2)	4 688 214	4 549 975
<i>Comptes réseau Crédit Mutuel (1)</i>	<i>3 388 931</i>	<i>3 263 493</i>
<i>Autres comptes ordinaires</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Prêts</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Autres créances</i>	<i>1 099 273</i>	<i>1 086 465</i>
<i>Pensions</i>	<i>200 010</i>	<i>200 017</i>
Créances dépréciées sur base individuelle (S3)	0	0
Créances rattachées	77 300	113 796
Dépréciations sur encours sains (S1/S2)	0	-1
Dépréciations	0	0
Total	4 765 514	4 663 770
<i>(1) concerne principalement les encours de reversement CDC (LEP, LDD, Livret bleu, Livret A)</i>		

8.1.b – Dettes envers les banques centrales et les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	2025	2024
Banques centrales		
Banques centrales	0	0
Total	0	0
Dettes envers les établissements de crédit		
Comptes réseau Crédit Mutuel		
Autres comptes ordinaires	4 105	6 357
Emprunts	546 374	454 257
Autres dettes	239 075	413 927
Pensions	519 962	419 925
Dettes rattachées	6 068	22 725
Total	1 315 584	1 317 191

8.2 – Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

8.2.a – Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	2025				2024			
	Transaction	JV sur option	Autres JVPR	Total	Transaction	JV sur option	Autres JVPR	Total
Titres	0	230 107	293 883	523 990	0	83 350	300 570	383 920
Effets publics		120 459	0	120 459		9 793	0	9 793
Obligations et autres titres de dettes		109 648	158 945	268 593		73 557	163 142	236 699
<i>Cotés</i>		<i>108 268</i>	<i>124 075</i>	<i>232 343</i>		<i>72 858</i>	<i>123 416</i>	<i>196 274</i>
<i>Non cotés</i>		<i>1 380</i>	<i>34 870</i>	<i>36 250</i>		<i>699</i>	<i>39 726</i>	<i>40 425</i>
<i>Dont OPC</i>			<i>123 552</i>	<i>123 552</i>			<i>123 061</i>	<i>123 061</i>
<i>Actions et autres instruments de capitaux propres</i>			<i>134 938</i>	<i>134 938</i>			<i>137 428</i>	<i>137 428</i>
<i>Cotés</i>			<i>8 801</i>	<i>8 801</i>			<i>11 053</i>	<i>11 053</i>
<i>Non cotés</i>			<i>126 137</i>	<i>126 137</i>			<i>126 375</i>	<i>126 375</i>
<i>Titres immobilisés</i>								
Instruments dérivés de transaction	6 622	0	0	6 622	6 880	0	0	6 880
Prêts et créances								
<i>dont pensions</i>								
Total	6 622	230 107	293 883	530 612	6 880	83 350	300 570	390 800

A noter que 2 lignes cotées du portefeuille de notre société de capital-risque ont fait l'objet d'une décote pour illiquidité pour un montant total de 1.3 M€.

8.2.b – Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	2025	2024
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	4 253	4 491
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat		
Total	4 253	4 491

8.3 – Couverture

8.3.a – Instruments dérivés de couverture

(en milliers d'euros)	2025		2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Couverture de flux de trésorerie	0	0	0	0
- Cash Flow Hedge				
Couverture de juste valeur	77 070	59 758	73 573	89 781
- Variation enregistrée en résultat				
Total	77 070	59 758	73 573	89 781

8.3.b – Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux

(en milliers d'euros)	Juste valeur		Variation de juste valeur
	2025	2024	
Juste valeur du risque de taux d'intérêt par portefeuilles :			
- d'actifs financiers	28 332	64 446	-36 114
- de passifs financiers	73 814	65 246	8 568

8.4 – Analyse des instruments dérivés

(en milliers d'euros)	2025			2024		
	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif
Instruments dérivés de transaction	461 446	6 622	4 253	245 610	6 880	4 491
Instrument de taux						
Swaps	461 446	6 622	4 253	245 610	6 880	4 491
Autres contrats fermes						
Options et instruments conditionnels						
Instrument de change						
Swaps						
Autres contrats fermes						
Options et instruments conditionnels						
Autres que taux et change						
Swaps						
Autres contrats fermes						
Options et instruments conditionnels						
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0
Couverture de Fair Value Hedge						
Swaps						
Autres contrats fermes						
Options et instruments conditionnel						
Couverture de Cash Flow Hedge						
Swaps						
Autres contrats fermes						
Options et instruments conditionnels						
Total	461 446	6 622	4 253	245 610	6 880	4 491

8.5 – Compensation des actifs et passifs financiers

(en milliers d'euros)	2025						Montant net
	Montant brut des actifs financiers	Montant brut des passifs financiers compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			
		Gains et pertes en résultat	Gains et pertes en capitaux propres	Impacts des conventions cadre de compensation	Instruments financiers reçus en garantie	Trésorerie reçue (cash collateral)	
Actifs financiers	535 476	250 123	285 353	0	0	0	285 353

Dérivés	83 692	0	83 692	0	0	0	83 692
Pensions	451 784	250 123	201 661	0	0	0	201 661

(en milliers d'euros)	2024						
	Montant brut des actifs financiers	Montant brut des passifs financiers compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			Montant net
				Gains et pertes en résultat	Gains et pertes en capitaux propres	Impacts des conventions cadre de compensation	
Actifs financiers	590 821	300 123	290 698	0	0	0	290 698
Dérivés	80 453	0	80 453	0	0	0	80 453
Pensions	510 368	300 123	210 245	0	0	0	210 245

(en milliers d'euros)	2025						Montant net
	Montant brut des passifs financiers	Montant brut des actifs financiers compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			
		Gains et pertes en résultat	Gains et pertes en capitaux propres	Impacts des conventions cadre de compensation	Instruments financiers donnés en garantie	Trésorerie versée (cash collateral)	
Passifs financiers	837 239	250 123	587 116	0	0	0	587 116
Dérivés	64 011	0	64 011	0	0	0	64 011
Pensions	773 228	250 123	523 105	0	0	0	523 105

(en milliers d'euros)	2024						Montant net
	Montant brut des passifs financiers	Montant brut des actifs financiers compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			
		Gains et pertes en résultat	Gains et pertes en capitaux propres	Impacts des conventions cadre de compensation	Instruments financiers donnés en garantie	Trésorerie versée (cash collateral)	
Passifs financiers	833 282	300 123	533 159	0	0	0	533 159
Dérivés	94 272	0	94 272	0	0	0	94 272
Pensions	739 010	300 123	438 887	0	0	0	438 887

8.6 – Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en milliers d'euros)	2025	2024
Effets publics	0	0
Obligations et autres titres de dettes	0	0
Cotés	0	0
Non cotés	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres	0	0
Cotés	0	0
Non cotés	0	0
Titres immobilisés	756 816	695 448
Titres de participation	3 218	2 346
Autres titres détenus à long terme	24 985	24 124
Parts dans les entreprises liées	728 613	668 978
Créances rattachées	4 008	443
Total	760 824	695 891

Liste des principales participations non consolidées

(en milliers d'euros)	Valeur brute N	Cotée ou non cotée	% Détenion	JV au 31/12/25	Total Bilan	Résultat	Capitaux propres	CA	Effectifs	Valeur brute N-1
Vendée Logement	4	Non cotée	11%	4	568 377	-988	119 897	43 902	95	4
SAS de la Charente Maritime	22	Non cotée	10,22%	22	4 765	385	634	1 609	NC	22
SAS Antema	70	Non cotée	33,33%	70	2 932	153	530	3 567	44	70
SAS Métropolys Oryon	280	Non cotée	9,59%	167	8 085	-73	3 456	303	NC	167
NOVIMMO DEVELOPPEMENT	275	Non cotée	10%	275	2 750	NC	2 750	NC	NC	NA

Hiérarchie de la juste valeur – Instruments financiers évalués à la J.V. au bilan

(en milliers d'euros)	2025					
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Transfert N1	Transfert N2

					=> N2	=> N1
Actifs financiers	380 745	119 085	868 676	1 368 506	0	0
Juste valeur par capitaux propres	0	0	760 824	760 824	0	0
Effets publics et valeurs assimilées						
Obligations et autres titres de dettes						
Actions et autres instruments de CP						
Participations et ATDLT			28 203	28 203		
Parts entreprises liées			732 621	732 621		
Transaction / JVO / Autres	380 745	42 015	107 852	530 612		
Effets publics et valeurs assimilées / JVO	120 459			120 459		
Obligations et autres titres de dettes / JVO	109 648			109 648		
Obligations et autres titres de dettes / Autres JVPR	123 552	35 393		158 945		
Actions et autres instruments de CP / Autres JVPR	27 086		107 852	134 938		
Dérivés et autres actifs financiers		6 622		6 622		
Instruments dérivés de couverture		77 070		77 070		
Passifs financiers	0	64 011	0	64 011	0	0
Transaction		4 253		4 253	0	0
Dérivés et autres passifs financiers						
Instruments dérivés de couverture		59 758		59 758		
Niveau 1 : cours coté sur un marché actif.						
Niveau 2 : cours de marchés actifs pour des instruments semblables et techniques de valorisation dont toutes les données importantes sont fondées sur des informations de marché observables.						
Niveau 3 : valorisation sur la base de modèles internes contenant des données non observables significatives.						

Hiérarchie de la juste valeur – Détail du niveau 3

(en milliers d'euros)	2025				
	Ouverture	Achats	Emissions	Ventes	Remboursements
Actifs financiers	803 658	20 090	0	-3 240	0
Juste valeur par capitaux propres	695 891	16 974	0	-30	0
Obligations et autres titres de dettes					
Actions et autres instruments de CP					
Participations et ATDLT	26 470	1 058		-30	
Parts entreprises liées	669 421	15 916			
Transaction / JVO / Autres	107 767	3 116		-3 210	
Actions et autres instruments de CP / Autres JVPR	107 767	3 116		-3 210	
Instruments dérivés de couverture					
Passifs financiers	0	0	0	0	0
Transaction					
Dérivés et autres actifs financiers					
Instruments dérivés de couverture					

(en milliers d'euros)	2025					
	Gains et pertes en résultat	Gains et pertes en capitaux propres	Autres mouvements	Clôture	Transferts N1, N2 => N3	Transferts N3 => N1, N2
Actifs financiers	-2 283	44 336	6 115	868 676	0	0
Juste valeur par capitaux propres	0	44 336	3 653	760 824	0	0
Obligations et autres titres de dettes						
Actions et autres instruments de CP						
Participations et ATDLT		617	88	28 203		
Parts entreprises liées		43 719	3 565	732 621		
Transaction / JVO / Autres	-2 283	0	2 462	107 852	0	0
Actions et autres instruments de CP / Autres JVPR	-2 283		2 462	107 852		
Instruments dérivés de couverture						
Passifs financiers	0	0	0	0	0	0
Transaction	0	0	0	0	0	0
Dérivés et autres actifs financiers						
Instruments dérivés de couverture						

8.7 – Clientèle

8.7.a – Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti

(en milliers d'euros)	2025	2024
Créances saines (S1/S2)	16 174 548	15 987 977
Créances commerciales	4 030	4 832
Autres concours à la clientèle	16 138 577	15 953 334
<i>Crédit à l'habitat</i>	<i>11 297 976</i>	<i>11 124 977</i>
<i>Autres concours et créances diverses</i>	<i>4 840 601</i>	<i>4 828 357</i>
<i>Pensions</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Créances rattachées	31 941	29 811
Créances d'assurance et réassurance	0	0
Créances dépréciées sur base individuelle	302 349	266 955
Créances brutes	16 476 897	16 254 932
Dépréciations sur encours sains (S1/S2)	-99 956	-101 583
Autres dépréciations (S3)	-146 770	-136 920
Créances nettes de dépréciation	16 230 171	16 016 429
<i>Dont Prêts participatifs</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Dont prêts subordonnés</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

Au 31 décembre 2025, les prêts garantis par l'Etat émis par le Groupe CMO s'élèvent à 68 M€. Les encours déclassés en statut 3 atteignent 29 M€.

L'évaluation des pertes de crédit attendues de ces prêts tient compte de l'effet de la garantie d'Etat (mise en œuvre par la Banque Publique d'Investissement), à hauteur de 70% à 90% du capital et des intérêts restants dus. Au 31 décembre 2025, leur montant de dépréciation s'élève à 5,8 M€ dont 35% en stage 2 et 61% en stage 3.

8.7.b – Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	2025	2024
Comptes d'épargne à régime spécial	9 208 778	9 212 888
- à vue	7 052 649	6 990 140
- à terme	2 156 129	2 222 748
Dettes rattachées sur comptes d'épargne	2 033	3 562
Sous-total	9 210 811	9 216 450
Comptes ordinaires	4 092 138	3 999 992
Comptes et emprunts à terme	3 413 668	3 158 076
Pensions	-	-
Dettes rattachées	40 433	24 022
Autres dettes	94	103
Sous-total	7 546 333	7 182 193
Total	16 757 144	16 398 643

8.8 – Titres au coût amorti

(en milliers d'euros)	2025	2024
Titres	1 499 817	1 449 564
Effets publics	19 929	19 758
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 479 888	1 429 806
<i>Cotés</i>	<i>1 479 881</i>	<i>1 429 799</i>
<i>Non cotés</i>	<i>7</i>	<i>7</i>
Créances rattachées	2 489	2 477
Total brut	1 502 306	1 452 041
<i>dont actifs dépréciés (S3)</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Dépréciations sur encours sains (S1/S2)	-17	-9
Autres dépréciations (S3)	0	0
Total net	1 502 289	1 452 032

8.9 – Cadrage des dépréciations

(en milliers d'euros)	2024	Dotations	Reprises utilisées	Reprises disponibles	Autres	2025
Prêts et créances Ets de crédit au coût amorti	-1		0	0	1	0
pertes attendues à 12 mois (S1)	-1				1	0
pertes attendues à terminaison (S2)	0					0
pertes sur actifs dépréciés (S3)	0					0
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	-238 503	-95 565	8 207	79 131	4	-246 726
pertes attendues à 12 mois (S1)	-44 221	-16 337		28 613		-31 945
pertes attendues à terminaison (S2)	-57 362	-41 348		30 699		-68 011
pertes sur actifs dépréciés (S3)	-136 920	-37 880	8 207	19 819	4	-146 770
Titres au coût amorti	-9				-8	-17
pertes attendues à 12 mois (S1)	-9				-8	-17

pertes attendues à terminaison (S2)	0					0
pertes sur actifs dépréciés (S3)	0					0
Actifs financiers en JVCP - Titres de dettes	0					0
Actifs financiers en JVCP - Prêts	0					0
Total	-238 513	-95 565	8 207	79 131	-3	-246 743

Répartition des dépréciations

2025 (en milliers d'euros)	Encours bruts			Dépréciations					Encours nets
	S1	S2	S3	S1	Dont ajustement*	S2	Dont ajustement*	S3	
Prêts et créances Etablissements de crédit	4 765 514	0	0	0	0	0	0	0	4 765 514
Prêts et créances clientèle	14 937 218	1 237 330	302 349	31 945	21 875	68 011	41 389	146 770	16 230 171
Actifs financiers au coût amorti - titres	1 502 306	0	0	17	0	0	0	0	1 502 289
Actifs financier en JVCP - titres de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financier en JVCP - Prêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	21 205 038	1 237 330	302 349	31 962	21 875	68 011	41 389	146 770	22 497 974

8.10 – Impôts

8.10.a – Impôts courants

(en milliers d'euros)	2025	2024
Actif (par résultat)	78 562	65 759
Passif (par résultat)	17 358	16 016

8.10.b – Impôts différés

(en milliers d'euros)	2025	2024
Actif (par résultat)	42 108	43 803
Actif (par capitaux propres)	2	3
Passif (par résultat)		
Passif (par capitaux propres)	15 791	14 572

8.10.c – Répartition des impôts différés par grandes catégories

(en milliers d'euros)	2025		2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Différences temporaires sur :				
PV/MV différés sur titres à la JVCP		15 791		14 572
Provisions	38 247		38 602	
Autres décalages temporaires	3 865		5 203	
Total des actifs et passifs d'impôts différés	42 112	15 791	43 805	14 572

Les impôts différés sont calculés selon le principe du report variable sur les 5 années à venir.

Les taux de l'impôt différés sont de 25,83%.

8.11 – Compte de régularisation et actifs / passifs divers

8.11.a – Compte de régularisation et actifs divers

(en milliers d'euros)	2025	2024
Comptes de régularisation actif	99 110	115 203
Valeurs reçues à l'encaissement	18 569	22 155
Comptes d'ajustement sur devises	0	0
Produits à recevoir	3 921	3 736
Comptes de régularisation divers	76 620	89 312
Autres actifs	77 633	96 970
Comptes de règlement sur opérations sur titres	0	2
Débiteurs divers	70 094	89 198
Stocks et assimilés	0	0
Autres emplois divers	7 539	7 770
Autres actifs d'assurance	0	0
Total	176 743	212 173

8.11.b – Compte de régularisation et passifs divers

(en milliers d'euros)	2025	2024
Comptes de régularisation passif	238 435	213 331

Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	0	0
Comptes d'ajustement sur devises	0	0
Charges à payer	65 223	60 699
Produits constatés d'avance	93 104	83 264
Comptes de régularisation divers	80 108	69 368
Autres passifs	21 657	17 394
Obligations locatives - Immobilier	6 741	7 183
Versements restant à effectuer sur titres	6 494	617
Créditeurs divers	8 422	9 594
Autres passifs d'assurance		
Total	260 092	230 725

Obligations locatives par durée résiduelle (IFRS 16)

(en milliers d'euros)	< 1 an	> 1 an ≤ 3 ans	> 3 ans ≤ 6 ans	> 6 ans ≤ 9 ans	> 9 ans	Total
Immobilier	41	2 197	1 693	2 810	0	6 741
Autres	0	0	0	0	0	0
Total	41	2 197	1 693	2 810	0	6 741

8.12 – Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	2024	Augmentation	Diminution	Autres variations	2025
Coût historique	219				219
Amortissement et dépréciation	-182				-182
Montant net	37	0		0	37

8.13 – Immobilisations corporelles et incorporelles

8.13.a – Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	2024	Augmentation	Diminution	Autres variations	2025
Coût historique	198 539	7 277	-3 756	131	202 191
Immobilisations corporelles en cours	2 236	1 315	-1 506	-1 827	218
Terrains d'exploitation	5 055	4	-6	64	5 117
Constructions d'exploitation	164 668	4 366	-1 280	1 625	169 379
Droits d'utilisation - Immobilier	14 730	1 457	-822	134	15 499
Autres immobilisations corporelles	11 850	135	-142	135	11 978
Amortissement et dépréciation	-132 499	-8 239	1 840	0	-138 898
Constructions d'exploitation	-114 388	-6 108	1 122		-119 374
Droits d'utilisation - Immobilier	-7 658	-1 841	581		-8 918
Autres immobilisations corporelles	-10 453	-290	137		-10 606
Montant net	66 040	-962	-1 916	131	63 293

8.13.b – Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	2024	Augmentation	Diminution	Autres variations	2025
Coût historique	1 392	0	-35	3	1 360
Immobilisations incorporelles en cours	0				0
Immobilisations générées en interne	0				0
Immobilisations acquises	1 392		-35	3	1 360
Logiciels	355				355
Autres	1 037		-35	3	1 005
Amortissement et dépréciation	-355	0	0	0	-355
Immobilisations générées en interne	0				0
Immobilisations acquises	-355				-355
Logiciels	-355				-355
Autres	0				0
Montant net	1 037	0	-35	3	1 005

8.14 – Dettes représentées par un titre

(en milliers d'euros)	2025	2024
Bons de caisse	2 656	2 409
TMI & TCN	3 522 556	3 465 951
Emprunts obligataires		
Titres séniors non préférés		
Dettes rattachées	31 578	39 571

Total	3 556 790	3 507 931
--------------	------------------	------------------

8.15 – Provisions

(en milliers d'euros)	2024	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provision utilisée)	Reprises de l'exercice (provision non utilisée)	Autres variations	2025
Provisions pour risques	27 625	18 464	-134	-19 729	0	26 226
Sur engagement de garantie	17 185	10 290		-10 296		17 179
dont pertes attendues à 12 mois	7 266	1 301		-5 784		2 783
dont pertes attendues à terminaison	2 913	1 276		-2 006		2 183
Sur engagement de financement	10 178	8 013		-9 426		8 765
dont pertes attendues à 12 mois	8 757	4 727		-8 113		5 371
dont pertes attendues à terminaison	1 421	3 286		-1 313		3 394
Provisions pour impôts	1	0		0		1
Provisions pour litiges	261	161	-134	-7		281
Provisions pour risques sur créances clientèle	0	0		0	0	0
Autres provisions	19 247	427	-298	-5 663		13 713
Provision Epargne Logement	15 910			-5 487		10 423
Provision pour charges CET						0
Provisions pour éventualités diverses	3 337	427	-298	-176		3 290
Provisions pour engagement de retraite et avantages similaires	2 587	262	0	-31		2 818
Total	49 459	19 153	-432	-25 423	0	42 757

Le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière est notamment composé de la directive (dite BRRD) sur le rétablissement et la résolution des banques et du règlement (dit SRMR) instaurant le mécanisme de résolution unique et le Fonds de résolution bancaire unique (FRU).

Ce FRU a été alimenté par des contributions de l'ensemble des banques des États membres participant à l'Union Bancaire et a atteint fin 2023 l'objectif fixé d'une dotation globale supérieure ou égale à 1% des dépôts couverts de ces mêmes banques.
Une fraction des contributions pouvait être acquittée sous forme d'engagements de paiement irrévocables (EPI) sécurisés par le versement de dépôts de garantie en espèces rémunéré (cf. note 2b).

Dans l'hypothèse où des mesures de résolution faisant intervenir le FRU seraient mises en œuvre, le Conseil de Résolution Unique pourrait appeler tout ou partie des EPI afin de rétablir les moyens financiers disponibles du Fonds dans la limite du plafond de 1% précité.
Les dépôts de garantie ont vocation à être remboursés par le FRU dès lors que la contribution représentée par l'EPI serait versée.

L'horizon de l'appel des engagements irrévocables de paiement est jugé incertain et, le cas échéant, à très long terme, dans le contexte de résilience du système bancaire de la zone euro mis en exergue par les résultats des Stress-tests BCE 2025. Depuis la mise en place du cadre, aucune intervention du FRU n'a été nécessaire dans les cas de résolution traités par le Conseil de Résolution Unique. Aucune mesure de résolution nécessitant un recours aux EPI n'est anticipée en zone euro dans un horizon prévisible.

Par ailleurs, une perte ou un retrait d'agrément du groupe est également jugé hautement improbable dans le contexte de continuité d'exploitation, appuyé par la stabilité et de robustesse du modèle mutualiste du Groupe Crédit Mutuel.

8.15.a - Tableau des provisions PEL/CEL

(en milliers d'euros)	0-4 ans	4-10 ans	+ 10 ans	Total
Montant des encours collectés au titre des PEL sur la phase épargne	811 258	254 394	764 298	1 829 950
Montant des provisions sur PEL				9 165
Montant des encours collectés au titre des CEL sur la phase épargne	142 937	33 357	168 803	345 097
Montant des provisions sur CEL				202
Dotations Provisions EL				0
Reprises Provisions EL				5 487
Montant des encours de crédits en vie octroyés au titre des PEL/CEL				23 291
Montant des provisions sur prêts PEL/CEL				1 056

8.15.b – Engagements de retraites et avantages similaires

(en milliers d'euros)	31/12/2024	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres variations	31/12/2025
Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite	2 587	262	-31	0	2 818
Indemnités de fin de carrière	1 971	262			2 233
Compléments de retraite	0				0
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	616		-31		585
Engagement au titre des accords sur la cessation anticipée d'activité des salariés	0	0	0		0
Engagements	0				0

Principales hypothèses actuarielles retenues

	2025	2024
--	-------------	-------------

Taux d'actualisation	3,80%	3,50%
Taux d'augmentation annuelle des salaires	2,51%	2,40%

Le taux d'actualisation est déterminé par référence au taux long terme des emprunts du secteur privé, estimé à partir de l'indice IBoxx Corporate AA10+.

Indemnités de fin de carrière

Variation de la dette actuarielle

(en milliers d'euros)	2024	Effet de l'actualisation	Produits financiers (€ + UC)	Coût des services rendus	Transfert mobilité	Variation des écarts actuariels Hyp. fin.	Variation des écarts actuariels Hyp. démog.	Variation des écarts actuariels d'expérience	Paiement aux bénéficiaires	Cotisations d'assurance	2025
Engagements sociaux	1 971	69		69		-16	-48	585	-398		2 233
Contrat d'assurance	7 770		226	233	233		-467		-456		7 539
Niveau de couverture	5 799										5 306

Position nette

(en milliers d'euros)	2025	2024
Dette actuarielle	2 233	1 971
Juste valeur des actifs régime	7 539	7 770
Plafonnement de l'actif		
Solde net	5 306	5 799

Engagements de retraite à prestations définies

	Durée moyenne pondérée (années)	
	2025	2024
Indemnités de fin de carrière	13,27	14,04

8.16 – Réserves liées au capital et réserves

8.16.a – Capitaux propres part du groupe (hors résultat et gains et pertes latents)

(en milliers d'euros)	2025	2024
Capital et réserves liées au capital	243 020	243 574
Capital	230 037	230 591
Prime d'émission	12 983	12 983
Réserves consolidées	1 362 172	1 310 946
Réserves consolidées groupe	1 362 172	1 310 946
Report à nouveau	-	-
Total	1 605 192	1 554 520

8.16.b – Gains ou pertes latents ou différés

(en milliers d'euros)	2025	2024
Gains ou pertes latents ou différés (1) liés aux :		
Actifs financiers en JVCPR - instruments de dettes	-3	-3
Actifs financiers en JVCPR - instruments de capitaux propres	498 967	455 986
Dérivés de couverture (CFH)	0	0
Autres	-594	-208
Total	498 370	455 775
(1) Soldes nets d'impôts		

8.17 – Engagements donnés et reçus

(en milliers d'euros)

Engagements donnés	2025	2024
Engagements de financement :		
en faveur d'établissements de crédit	61 775	51 000
en faveur de la clientèle	2 074 433	1 892 647
Engagements de garantie :		
d'ordre d'établissements de crédit	29 483	24 766
d'ordre de la clientèle	562 205	577 534
Engagements sur titres :		
titres acquis avec faculté de reprise	0	0
autres engagements		

(en milliers d'euros)

Engagements reçus	2025	2024
Engagements de financement :		
reçus d'établissements de crédit	0	0
reçus de la clientèle	0	0
Engagements de garantie :		
reçus d'établissements de crédit	3 978 391	4 173 357
reçus de la clientèle	1 790 530	1 381 807
Engagements sur titres :		
titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise	0	0
autres engagements	3 349	4 098

(en milliers d'euros)

Actifs donnés en garantie de passif	2025	2024
Titres prêtés		
Dépôts et garantie sur opérations de marché	28 155	49 302
Titres et valeurs donnés en pension	519 962	419 925

Informations relatives au compte de résultat

8.18 – Intérêts et produits / charges assimilés

(en milliers d'euros)	2025		2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit et banques centrales	118 987	-40 848	166 152	-66 055
Clientèle	359 960	-252 895	331 191	-295 403
Instruments dérivés de couverture	80 751	-73 596	97 942	-53 442
Actifs financiers à la JVPR	5 155		3 897	
Actifs financiers à la JV par CP / AFS	0		0	
Titres au coût amorti	14 093		16 760	
Dettes représentées par un titre		-86 208		-110 298
Dettes subordonnées				
Charges financières - obligation locative		0		0
Total	578 946	-453 547	615 942	-525 198
<i>dont :</i>				
<i>Produits et charges d'intérêts calculés au TIE</i>	<i>493 040</i>	<i>-379 951</i>	<i>514 103</i>	<i>-471 756</i>
<i>Intérêts sur passifs au coût amorti</i>		<i>-379 951</i>		<i>-471 756</i>

8.19 – Commissions

(en milliers d'euros)	2025		2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	1 739	-369	1 632	-314
Clientèle et prestations de service	184 706	-39 639	177 710	-34 250
Titres	4 407	-565	4 109	-407
<i>dont actifs gérés pour compte de tiers</i>	<i>1 893</i>	<i>0</i>	<i>1 950</i>	<i>0</i>
Instruments dérivés	0	0	0	0
Change	146	0	121	0
Engagements de financement et de garantie	1 250	-567	1 417	-1 128
Total	192 248	-41 140	184 989	-36 099

8.20 – Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	2025	2024
Instruments de transaction	1 120	-136
Instruments à la juste valeur sur option	-918	-633
Inefficacité sur couverture de flux de trésorerie (CFH)	0	0
Inefficacité sur couverture de juste valeur (FVH)	0	0
<i>Variation de juste valeur des éléments couverts</i>	<i>-44 682</i>	<i>36 027</i>
<i>Variation de juste valeur des éléments de couverture</i>	<i>44 682</i>	<i>-36 027</i>
Résultat de change	-137	602
Autres instruments à la juste valeur sur résultat	6 951	11 656
Total des variations de juste valeur	7 016	11 489
<i>dont dérivés de transaction</i>	<i>1 120</i>	<i>-136</i>

8.21 – Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en milliers d'euros)	2025	2024
Dividendes	12 181	40 348
<i>dont résultant d'instruments décomptabilisés sur la période</i>	0	0
PV/MV réalisées sur instruments de dettes	0	0
PV/MV réalisées sur instruments de CP (2017)	0	0
PV/MV réalisées sur instruments au coût amorti (2017)	0	0
Total	12 181	40 348

8.22 – Gains ou pertes nets sur actifs ou passifs financiers au coût amorti

(en milliers d'euros)	2025	2024
PV/MV réalisées sur :		
<i>Effets publics</i>	0	0
<i>Obligations et TRF</i>	0	0
<i>Prêts</i>	0	0
Passifs financiers au coût amorti - PV/MV réalisées sur :		
<i>Titres émis non subordonnés</i>	0	0
<i>Titres émis subordonnés</i>	0	0
Total	0	0

8.23 – Produits et charges des autres activités

(en milliers d'euros)	2025	2024
Produits des autres activités	761	538
Charges refacturées	2	17
Autres produits	759	521
Charges des autres activités	-3 087	-2 630
Immeubles de placement : dotation aux amortissements	0	0
Immeubles de placement : moins values de cession	0	0
Autres charges	-3 087	-2 630
Total net des autres produits et charges	-2 326	-2 092

8.24 – Frais généraux

(en milliers d'euros)	2025	2024
Charges de personnel	-121 986	-117 196
Autres charges	-71 668	-71 568
Total	-193 654	-188 764

8.24.a – Charges de personnel

(en milliers d'euros)	2025	2024
Salaires et traitements	-70 108	-67 708
Charges sociales	-28 234	-26 393
Intéressement et participation des salariés	-13 051	-12 976
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	-10 593	-10 119
Total	-121 986	-117 196

Effectif moyen

(en milliers d'euros)	2025	2024
Non cadres	1 147	1 097
Cadres	377	367
Total	1 523	1 464

L'effectif moyen du Groupe, en équivalent temps plein, est de 1 523 en 2025. Cet effectif comprend les personnels « banque » en contrat à durée indéterminée et en contrat à durée déterminée à l'exception de ceux en remplacement. Il n'inclut pas les salariés en contrat d'apprentissage ni ceux en formation par alternance.

8.24.b – Autres charges d'exploitation

(en milliers d'euros)	2025	2024
Impôts et taxes	-3 300	-2 889
Services extérieurs	-60 209	-60 767
Autres charges diverses	479	502
Total	-63 030	-63 154

8.24.c - Dotations et reprises sur amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

(en milliers d'euros)	2025	2024
Amortissements :	-8 638	-8 414
Immobilisations corporelles	-8 638	-8 414
<i>dont droits d'utilisation</i>	-1 842	-1 755
Immobilisations incorporelles	0	0
Dépréciations :	0	0
Immobilisations corporelles	0	0
Immobilisations incorporelles	0	0
Total	-8 638	-8 414

8.25 – Cout du risque

2025	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	Total
Pertes attendues à 12 mois (S1)	-22 374	42 511	0	0	0	20 137
Prêts sur Ets crédit au coût amorti	0	0				0
Prêts et créances clientèle au coût amorti	-16 337	28 613				12 276
Titres au coût amorti	-9	1				-8
Engagements donnés	-6 028	13 897				7 869
Pertes attendues à terminaison (S2)	-45 910	34 019	0	0	0	-11 891
Prêts sur Ets crédit au coût amorti						0
Prêts et créances clientèle au coût amorti	-41 348	30 700				-10 648
Titres au coût amorti						0
Engagements donnés	-4 562	3 319				-1 243
Actifs dépréciés (S3)	-46 241	30 462	-8 207	-1 205	528	-24 663
Prêts sur Ets crédit au coût amorti						0
Prêts et créances clientèle au coût amorti	-37 587	20 431	-8 207	-1 205	528	-26 040
Titres au coût amorti						0
Titres à la jv par capitaux propres						0
Engagements donnés	-8 654	10 031				1 377
Total	-114 525	106 992	-8 207	-1 205	528	-16 417

(en milliers d'euros)

2024	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	Total
Pertes attendues à 12 mois (S1)	-30 169	18 035	0	0	0	-12 134
Prêts sur Ets crédit au coût amorti	0	1				1
Prêts et créances clientèle au coût amorti	-22 651	14 142				-8 509
Titres au coût amorti	-4	2				-2
Engagements donnés	-7 513	3 889				-3 624
Pertes attendues à terminaison (S2)	-17 150	23 565	0	0	0	6 415
Prêts sur Ets crédit au coût amorti						0
Prêts et créances clientèle au coût amorti	-15 928	22 052				6 124
Titres au coût amorti						0
Engagements donnés	-1 223	1 513				290
Actifs dépréciés (S3)	-39 481	25 462	-6 426	-1 067	589	-20 923
Prêts sur Ets crédit au coût amorti						0
Prêts et créances clientèle au coût amorti	-28 760	15 025	-6 426	-1 067	589	-20 639
Titres au coût amorti						0
Titres à la jv par capitaux propres						0
Engagements donnés	-10 721	10 437				-284
Total	-86 800	67 062	-6 426	-1 067	589	-26 642

8.26 – Gains ou pertes sur autres actifs

(en milliers d'euros)	2025	2024
Immobilisations corporelles et incorporelles	-170	-129
<i>MV de cession</i>	-259	-161
<i>PV de cession</i>	89	32
PV / MV sur titres consolidés cédés	0	0
Total	-170	-129

8.27 – Impôts sur les bénéfices

Décomposition de la charge d'impôt

(en milliers d'euros)	2025	2024
Charges d'impôt exigible	-17 354	-19 198
Charges d'impôt différé	-1 694	3 128
Ajustement au titre des exercices antérieurs		
Total	-19 048	-16 070

Rapprochement entre la charge d'impôts comptabilisée et la charge d'impôts théorique

(en milliers d'euros)	2025	2024
Taux d'impôt théorique	25,83%	25,83%
Impact des régimes spécifiques des SCR	0,34%	3,78%
Impact du taux réduit sur les plus values à long terme		
Impact des taux d'imposition spécifiques (taux réduit)		
Décalages permanents	0,81%	-4,55%
Impact changement de taux sur impôts différés		
Autres	-4,07%	-3,29%
Taux d'impôt effectif	22,91%	21,76%
Résultat taxable (1)	83 137	73 844
Charge d'impôt	19 048	16 070

(1) Résultat avant impôt des sociétés intégrées globalement.

Note 9 – Informations sur l'état du résultat net et des gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

9.1 – Recyclage de gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

(en milliers d'euros)	Mouvements 2025	Mouvements 2024
Ecarts de conversion		
Reclassement vers le résultat	0	0
Autres mouvements	0	0
Sous-total	0	0
Réévaluation des actifs financiers à la JVCP		
Reclassement vers le résultat	0	0
Autres mouvements	42 981	10 200
Sous-total	42 981	10 200
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Reclassement vers le résultat	0	0
Autres mouvements	0	0
Sous-total	0	0
Réévaluation des immobilisations	0	0
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-386	384
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	0	0
Total	42 595	10 584

9.2 – Impôt relatif à chaque composante de gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

(en milliers d'euros)	2025			2024		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Ecarts de conversion						
Réévaluation des actifs financiers à la JVCP	44 350	-1 369	42 981	10 518	-318	10 200
Réévaluation des instruments dérivés de couverture						
Réévaluation des immobilisations						
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-521	135	-386	518	-134	384
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE						
Total des variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	43 829	-1 234	42 595	11 036	-452	10 584

Note 10 – Autres informations

10.1 – Informations relatives aux parties liées

Les parties liées au Groupe Crédit Mutuel Océan sont les sociétés consolidées au niveau national.

Les transactions réalisées entre le Groupe Crédit Mutuel Océan et ses parties liées sont effectuées aux conditions normales de marché au moment de la réalisation de ces transactions.

Sont reprises dans le tableau ci-dessous les données relatives à ces opérations réciproques lorsqu'elles concernent les sociétés du Groupe Crédit Mutuel consolidées

nationalement par intégration globale (IG) ainsi que les sociétés sur lesquelles le Groupe CréditMutuel Océan exerce une influence notable, mises en équivalence (MEE).

(en milliers d'euros)	2025	2024
Actif		
Actifs à la juste valeur par résultat	0	0
Actifs financiers à la JVCP	0	0
Actifs financiers au coût amorti	2 977 672	2 952 854
<i>dont comptes ordinaires</i>	425 835	301 111
Instruments dérivés de couverture	0	0
Placements des activités d'assurance	0	0
Actifs divers	672	561
Passif		
Dettes envers les établissements de crédit	918 032	1 126 192
<i>dont comptes ordinaires</i>	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0
Passifs à la juste valeur par résultat	0	0
Dettes envers la clientèle	1 441 022	1 437 351
Dettes représentées par un titre	100 852	50 455
Compte de résultat		
Intérêts reçus	45 342	73 354
Intérêts versés	-41 854	-65 839
Commissions reçues	68 793	67 667
Commissions versées	-14 221	-10 649
Gains/pertes nets sur actifs financiers DALV et JVR	12 210	40 949
Autres produits et charges	78	10
PNB	70 348	105 492
Frais généraux	-39 887	-39 876
Hors bilan		
Engagements de financement donnés	2 000	3 200
Engagements de garantie donnés	397 984	411 814
Engagements de financement reçus	0	0
Engagements de garanties reçus	2 323	3 673

10.2 – Juste valeur

Evaluation des éléments de bilan à la juste valeur

Les justes valeurs présentées sont une estimation à partir des paramètres observables au 31 décembre 2025. Elles sont issues d'un calcul d'actualisation des flux futurs estimés à partir d'une courbe de taux qui comprend le coût de signature inhérent au débiteur.

Les instruments financiers présentés dans cette information sont les prêts et emprunts. Ils ne reprennent pas les éléments non monétaires (actions), les comptes de fournisseurs et les comptes d'autres actifs, des autres passifs et les comptes de régularisation. Les instruments non financiers ne sont pas concernés par cette information.

La juste valeur des instruments financiers exigibles à vue et les contrats d'épargne réglementée de la clientèle est la valeur exigible par le client, c'est à dire sa valeur comptable.

La valeur de marché est la valeur comptable pour les contrats dont les conditions se réfèrent à un taux variable, ou dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an.

(en milliers d'euros)	2025					
	Valeur de marché	Valeur au bilan	Plus ou moins values latentes	Niveau 1 de hiérarchie	Niveau 2 de hiérarchie	Niveau 3 de hiérarchie
Actifs financiers au coût amorti	21 806 477	22 497 974	-691 497	95 764	5 749 221	15 961 492
Prêts et créances sur Ets de crédit	4 411 506	4 765 514	-354 008		4 411 506	
Prêts et créances à la clientèle	15 961 492	16 230 171	-268 679			15 961 492
Titres	1 433 479	1 502 289	-68 810	95 764	1 337 715	
Passifs	23 041 985	21 629 518	1 412 467	0	4 804 859	18 237 126
Dettes envers les Ets de crédit	1 293 253	1 315 584	-22 331		1 293 253	
Dettes envers la clientèle	18 237 125	16 757 144	1 479 981			18 237 125
Dettes représentées par un titre	3 511 607	3 556 790	-45 183		3 511 606	1
Dettes subordonnées						

(en milliers d'euros)	2024					
	Valeur de marché	Valeur au bilan	Plus ou moins values latentes	Niveau 1 de hiérarchie	Niveau 2 de hiérarchie	Niveau 3 de hiérarchie
Actifs financiers au coût amorti	21 923 435	22 132 231	-208 796	44 358	6 003 789	15 875 288

Prêts et créances sur Ets de crédit	4 671 805	4 663 770	8 035		4 671 805	
Prêts et créances à la clientèle	15 875 288	16 016 429	-141 141			15 875 288
Titres	1 376 342	1 452 032	-75 690	44 358	1 331 984	
Passifs	20 247 143	21 223 765	-976 622	0	4 887 000	15 360 143
Dettes envers les Ets de crédit	1 334 058	1 317 191	16 867		1 334 058	
Dettes envers la clientèle	15 360 142	16 398 643	-1 038 501			15 360 142
Dettes représentées par un titre	3 552 943	3 507 931	45 012		3 552 942	1
Dettes subordonnées						

10.3 – Credit Value Adjustment (Cva)

La nouvelle norme IFRS 9, complétée par la norme IFRS 13, précise la nécessité de mesurer le risque de contrepartie d'un produit dérivé à sa juste valeur via une CVA et une DVA.

Les calculs réalisés par le CMO conduisent à des résultats non significatifs, qui n'entraînent pas d'impact sur les résultats du Groupe.

10.4 – Honoraires Des Commissaires Aux Comptes

(en milliers d'euros)

Audit	KPMG	%	MAZARS	%	BTS	%	Total	%
Commissariat aux comptes, certification	139	92%	128	98%	9	100%	276	95%
Certification des informations en matière de durabilité	12	8%	0	0%	0	0%	12	4%
Services autres que la certification des comptes	0	0%	3	2%	0	0%	3	1%
Sous Total	151	100%	131	100%	9	100%	291	100%
Autres Prestations							0	
Juridique, fiscal, social	0		0		0		0	
Audit interne	0		0		0		0	
Autres	0		0		0		0	
Sous Total	0		0		0		0	
Total	151	100%	131	100%	9	100%	291	100%

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes s'élève à 291 K€ pour l'exercice 2025, dont 276 K€ au titre du contrôle légal des comptes.

10.5 – Rémunération du capital

L'entité consolidante a prévu de verser hors Groupe CMO la rémunération suivante :

- Rémunération des parts sociales : 5 818 K€.

10.6 IPC

Les concours et créances diverses incluent les dépôts de garantie versés en représentation des engagements de paiements accordés au fonds de résolution unique (2,5 M€) et Fonds de garantie des dépôts (13,1 M€). Le montant de ces engagements reste stable par rapport à 2024.

A noter, dans le cadre du mécanisme de résolution unique, les dépôts versés en garantie font l'objet d'une rémunération à un taux de marché, correspondant au taux ester – 20bp.

Chaque épreuve traversée nous renvoie à nos fondamentaux stratégiques :

- notre raison d'être : S'engager durablement à vos côtés
- et nos valeurs : L'Humain, la Confiance et la Responsabilité.

Enfin, la solidité financière du Groupe Crédit Mutuel Océan lui permet en effet de faire face à cette situation de crise inédite, grâce au niveau de ses fonds propres et des ratios qui en découlent.

En application du Règlement CRC 99.07 du Comité de la Réglementation Comptable, le rapport de gestion sur les comptes consolidés est disponible à l'adresse suivante :

CAISSE FEDERALE DU CREDIT MUTUEL OCEAN
Direction Financière - Service Comptabilités
34, rue Léandre Merlet
B.P. 17 - 85001 - LA ROCHE SUR YON Cedex

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de la Fédération du Crédit Mutuel Océan,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés du groupe Crédit Mutuel Océan relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et

entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion Référéntiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Appréciation du risque de crédit et évaluation des dépréciations (statuts 1, 2 & 3)

Le groupe Crédit Mutuel Océan est exposé aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle.

Comme indiqué dans les notes 2.2, 5.1.8, 8.7.a, 8.9 et 8.25 de l'annexe aux comptes consolidés, conformément au volet « dépréciation » de la norme IFRS 9, le groupe Crédit Mutuel Océan constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques attendus (encours en statuts 1 et 2) ou avérés (encours en statut 3) de pertes. Les dépréciations pour pertes attendues (statuts 1 et 2) sont déterminées principalement sur la base de modèles développés par le Groupe Crédit Mutuel intégrant différents paramètres (PD, LGD, forward looking, ...), et complétées le cas échéant par des dotations sur base sectorielle au regard de spécificités locales.

Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré (statut 3) font l'objet de dépréciations destinées à couvrir les risques avérés de pertes, dès lors qu'il existe une preuve objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la mise en place du prêt - ou d'un groupe de prêts - susceptibles de générer une perte.

Les expositions clientèle aux risques de crédit et de contrepartie, nettes de provisions, représentent 16 230 M€ au 31 décembre 2025. Le stock de dépréciations sur les encours de crédits et assimilés s'élève à 246,7 M€ dont 31,9 M€ au titre du statut 1, 68 M€ au titre du statut 2 et 146,8 M€ au titre du statut 3. Le coût du risque sur l'exercice 2025 s'élève à -16,4 M€.

Dépréciation des encours de crédits en statuts 1 et 2 :

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour la clôture des comptes, nos travaux ont principalement consisté à :

- apprécier l'existence d'un dispositif de contrôle interne ;
- effectuer une revue critique des travaux des auditeurs de la consolidation du Groupe Crédit Mutuel qui, en lien avec leurs experts et spécialistes :
- * ont apprécié l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence appropriée la consistance des modèles de dépréciations, les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations, et analysant les évolutions des dépréciations au regard des règles IFRS 9 ;
- * ont apprécié le niveau approprié de ces paramètres utilisés pour les calculs des dépréciations au 31 décembre 2025 ;
- * ont effectué des contre-calculs sur les principaux portefeuilles de crédits.

Nous avons également revu les facteurs d'aggravation et de détérioration des paramètres sur les expositions à risque entraînant la comptabilisation d'une provision complémentaire locale.

Dépréciation des encours de crédit en statut 3 :

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour la clôture des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture par des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.

Nous avons également revu l'information détaillée en annexe requise par la norme IFRS 9 au titre du volet « dépréciation » au 31 décembre 2025.

Valorisation des instruments financiers

Le groupe Crédit Mutuel Océan détient des actifs financiers pour lesquels la valorisation retenue comptablement fait appel au jugement de la direction. Les instruments financiers concernés visent principalement les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres qui s'élèvent à 761 M€ au 31 décembre 2025 contre 696 M€ au 31 décembre 2024.

Comme indiqué dans la note 8.6 des états financiers, les parts dans les entreprises liées s'élèvent à 729 M€ au 31 décembre 2025 contre 669 M€ au 31 décembre 2024.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour la clôture des comptes, nous avons examiné les éléments ayant conduit au classement comptable et à la détermination de la valorisation pour les principales lignes du portefeuille. Nous avons notamment apprécié la justification des méthodes d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés par la direction.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars
A Nantes et Levallois-Perret, le 5 mai 2026
Eve MARTINEAU Alexandra KRITCHMAR

KPMG AUDIT FS1
A Paris-la-Défense et Rennes, le 5 mai 2026
Arnaud BOURDEILLE Audrey MONPAS

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.